



COMÉDIE
FRANÇAISE

RICHELIEU
V^x-COLOMBIER
STUDIO

TRAVAUX DE RESTAURATION DU FOYER PIERRE DUX

Appel d'offres ouvert en application des articles L. 2124-1, R. 2124-1 et R. 2124-2 du Code de la commande publique

Type de marché

Travaux

Référence du marché

2025-020-DBE

Pouvoir adjudicateur

Comédie Française
Place Colette
75001 Paris

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

Commun à tous les lots

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : PRESENTATION DES INTERVENANTS	7
1.1. Liste des intervenants.....	7
1.2. Objet du marché.....	8
1.3. Forme et montant du marché	8
1.4. Durée du marché – délais d’exécution	8
1.5. Décomposition du marché	8
1.6. Sous-traitance	9
1.7. Représentation du titulaire	9
1.8. Prestations similaires.....	10
ARTICLE 3 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	11
3.1. Pièces contractuelles	11
3.2. Exhaustivité du marché	12
ARTICLE 4 : FORME ET NATURE DU PRIX	13
4.1. Caractère du prix global et forfaitaire.....	13
4.2. Variations des prix	13
4.3. Prix nouveaux en cours d’exécution	14
ARTICLE 5 : MODALITES DE REGLEMENT	15
5.1. Etablissement des factures.....	15
5.2. Paiement.....	15
5.2.1 Acomptes.....	15
5.2.2 Paiement des cotraitants.....	16
5.2.2 Paiement des sous-traitants	16
5.2.3 Délai global de paiement.....	16
5.3 Avance	16
5.4 Retenue de garantie	16
5.5 Intérêts moratoires	17
5.6 Nantissement et cession de créance	17
5.7 Projets de décomptes et acomptes mensuels.....	17
5.8 Décompte final – décompte général – Solde	17
ARTICLE 6 : MODALITES D’EXECUTION DES TRAVAUX.....	19
6.1. Délai d’exécution.....	19
6.2. Délai d’exécution global	19
6.3 Délai d’achèvement des travaux	19
6.3.1 Prorogation du délai d’achèvement	19

6.3.2	Prolongation des délais	20
ARTICLE 7 : ENGAGEMENT DU TITULAIRE		21
7.1	Insertion des travailleurs en difficultés.....	21
7.1.1	Les publics visés.....	21
7.1.2	Les modalités de mise en œuvre	21
7.1.3	Les modalités de contrôle	21
7.2	Réemploi – recyclage – Valorisation des déchets.....	22
ARTICLE 8 : TRAVAUX MODIFICATIFS.....		23
8.1	Travaux modificatifs	23
8.2	Délai de transmission des devis.....	23
8.3	Mode d'établissement des devis	23
8.4	Acceptation ou refus des devis de travaux modificatifs	23
8.5	Travaux sans autorisation.....	24
8.6	Travaux sur injonction administrative décision judiciaire.....	24
8.7	Travaux urgents concernant la stabilité.....	24
8.8	Autorisations administratives modificatives.....	24
8.9	Modification de projet.....	24
ARTICLE 9 : COORDINATION DE L'EXECUTION DES TRAVAUX		26
9.1	Période de préparation	26
9.2	Mission d'Ordonnancement Pilotage Coordination (OPC)	26
9.3	Organisations générales des études d'exécution	27
9.3.1	Etablissement des plans d'exécution.....	27
9.3.2	Vérification des côtes portées sur les plans	28
9.3.3	Approbation des plans d'exécution	28
9.4	Interventions sur site.....	28
9.4.1	Nuisances acoustiques	28
9.4.2	Vols divers – gardiennage.....	28
9.4.3	Relations avec les avoisinants.....	29
9.4.4	Relations avec les administrations locales.....	29
9.4.5	Permis feu	29
9.4.6	Site occupé	29
ARTICLE 10 : CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX.....		30
10	:	30
10.1	Etendue de l'obligation de résultat	30
10.2	Réception des travaux	30

10.3	Contrôle technique des travaux	30
10.4	Achèvement des travaux	30
10.5	Visites préalables à la réception	31
10.5.1	Opérations préalables à la réception.....	31
10.5.2	Procédures préalables pour les lots techniques	31
10.6	Réception	32
10.6.1	Dispositions applicables à la réception	32
10.6.2	Réception partielle et prise de possession anticipée.....	32
10.6.3	Visite de réception.....	32
10.6.4	Procès-verbal de réception ou de refus de réception	33
10.6.5	Entrée en possession par le Maître d'ouvrage	33
10.6.6	Maintenance	33
10.6.7	Réserves à la réception.....	33
10.7	Remise des documents fournis après l'exécution	33
10.7.1	Documents à remettre deux (2) mois avant les OPR.....	34
10.7.2	Documents à remettre à la réception	34
10.7.3	Documents à remettre dans les trente (30) jours de la réception	34
ARTICLE 11 : GARANTIES		35
11.1	Garantie de parfait achèvement	35
11.2	Garantie de bon fonctionnement.....	35
11.3	Garantie décennale	36
11.4	Délais de reprise et de réparation pendant la durée de la période de garantie.....	36
ARTICLE 12 : PROVENANCE, QUALITES, PRISE EN CHARGE		37
12.1	Provenance des matériaux et produits.....	37
12.2	Echantillons et prototypes.....	37
12.2.1	Echantillons – prototypes.....	37
12.2.2	Choix définitif des matériaux et prestations.....	38
12.2.3	Qualités – Vérifications – Essais et épreuves des matériaux et produits.....	38
12.3	Implantations des ouvrages.....	38
ARTICLE 13 : ETAT DES LIEUX – CONSTATS – NETTOYAGE.....		39
13.1	Référé – Etats des lieux – constats	39
13.2	Implantation des ouvrages	39
13.3	Garde et conservation des ouvrages	39
13.4	Nettoyage du chantier.....	39
ARTICLE 14 : SECURITE DES PERSONNES ET DES BIENS		41

14.1	Organisation et installation du chantier	41
14.2	Rendez-vous de coordination et rendez-vous de chantier	41
14.3	Mesures de sécurité et d'hygiène	42
14.4	Mesure d'ordre social.....	42
14.5	Dispositions applicables en cas d'intervenants étranger ou détachés	42
ARTICLE 15 : RESPONSABILITE ET ASSURANCE		44
15.1	Assurances personnelles du titulaire.....	44
15.1.1	Assurance décennale.....	44
15.1.2	Sommes assurées	44
15.1.3	Responsabilité civile à l'égard des tiers	45
15.2	Assurance des sous-traitants.....	45
ARTICLE 16 : MODIFICATION DU MARCHE		47
16.1	Changement affectant les prestations	47
16.2	Changement affectant la société.....	47
ARTICLE 17 : ACCORD DE CONFIDENTIALITE – NDA		48
17.1	Informations confidentielles.....	48
17.2	Clause de confidentialité	48
17.3	Exceptions	48
17.4	Image de la Comédie-Française.....	49
ARTICLE 18 : PROTECTION DES DONNEES.....		50
ARTICLE 19 : PENALITES – RETENUES – PRIMES		51
19.1	Pénalités et retenues en cas de retard dans l'exécution des travaux.....	51
19.2	Pénalités de retard d'exécution des prestations	52
19.3	Retard sur une date clé ou une date jalon ou sur le délai d'exécution d'un lot	52
19.4	Autres pénalités diverses.....	52
19.5	Exécution au frais et risque pour retard dans le nettoyage du chantier	54
19.6	Exécution au frais et risque pour retard d'évacuation de fin de chantier	54
19.7	Prime pour réception anticipées des ouvrages	54
ARTICLE 20 : RESILIATION		55
20.1	Généralités	55
20.2	Résiliation pour non-obtention des autorisations administratives.....	55
20.3	Résiliation aux torts et griefs du titulaire.....	56
20.4	Résiliation pour motif d'intérêt général	56
20.5	Résiliation d'un commun accord des parties.....	57
20.6	Conséquences de la résiliation	57
20.6.1	Titulaire, corps d'état séparés	57

20.6.2	Groupement d'entreprises	57
20.6.3	La résiliation concerne le mandataire	58
20.7	Exécution du marché aux frais et risques du titulaire	58
ARTICLE 21 : LITIGES ET DIFFERENDS		59
ARTICLE 22 : DEROGATIONS AU CCAG-TRAVAUX.....		60

ARTICLE 1 : PRESENTATION DES INTERVENANTS

1.1. Liste des intervenants

Pouvoir adjudicateur et lieu d'exécution des travaux

Située à l'adresse suivante :

Comédie-Française

Place Colette

75001 Paris

Représenté par la directrice générale des services : Emmanuelle BENSIMON-WEILER

Maîtrise d'ouvrage

Comédie-Française – Direction des bâtiments et des équipements

Maîtrise d'œuvre

Ils ont la charge du suivi de travaux, de la validation des documents écrits, graphiques et techniques, et de l'organisation des réunions hebdomadaires. Les comptes-rendus seront envoyés par voie électronique aux parties-prenantes de ce marché.

Architecte en chef des monuments historique

2BDM – Christophe Bottineau

60-62 rue d'Hauteville – 75010 PARIS

Responsable projet : Raphaël Thivolle - raphael.thivolle@2bdm.fr

Bureau d'étude CHOULET ingénierie – BET CVC

11 rue Gantière , 63000 Clermont Ferrand

Stéphane Gauthier : sgauthier@betchoulet.fr

Bureau d'étude ASTELL – CFO/CFA

32 rue des Vignoles 75020 paris

Patrice Buniazet : patricebuniazet@astell.fr

Mission OPC

La mission de l'OPC a pour objet de définir l'ordonnancement de l'opération et de coordonner les différentes interventions afin de garantir les délais d'exécution et la parfaite organisation du chantier.

BATSCOP – OPC

117 boulevard de la Villette - 75010 Paris

batscop.comedie-francaise@batscop.com

Bureau de contrôle technique

Il est en charge des avis et visas, comptes-rendus sur les documents des phase études / travaux et sur le suivi de l'exécution.

Socotec

Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (CSPS)

Le niveau requis pour cette opération est le niveau II.

Batscop

1.2. Objet du marché

Le marché porte sur des travaux de restauration du foyer Pierre DUX à la Comédie-Française.

1.3. Forme et montant du marché

Le présent marché est passé selon une procédure adaptée ouverte en application des articles R. 2123-1 du Code de la commande publique.

Il s'agit d'un marché traité à prix forfaitaire, passé selon les dispositions de l'article R. 2112-6 2° du code de la commande publique.

1.4. Durée du marché – délais d'exécution

Le marché débutera compter de sa date de notification et prendra fin à la plus tardive de ces deux dates :

- L'expiration du délai de garantie de parfait achèvement, tel que défini à l'article 44.1 du CCAG-Travaux. En cas de pluralité des délais de garantie de parfait achèvement, il est entendu que le marché s'achève à l'expiration du dernier délai ou après prolongation de ce délai si les réserves signalées lors de la réception ne sont pas toutes levées à la fin de cette période ;
- La levée de la dernière réserve.

Pour l'ensemble des lots, le délai d'exécution des prestations est fixé à 9 mois à compter de l'ordre de service de démarrage des travaux, dont un mois de préparation y compris congés payés, intempéries, repliement des installations et nettoyage des lieux.

1.5. Décomposition du marché

Le présent marché est alloti conformément à l'article L. 2113-10 du code de la commande publique.

Les lots n°1, n°2 et n°3 comportent une tranche ferme et des tranches optionnelles

La décomposition du marché est la suivante :

- Lot n°1 : maçonnerie – marbrerie – ferronnerie ;
- Lot n°2 : restauration des décors – staff – stuc marbrerie – peinture décorative – dorure ;
- Lot n°3 : menuiseries - parquet ;
- Lot n°4 : électricité – Cfo/CFa ;
- Lot n°5 : CVC – plomberie.

Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) est commun à tous les lots, et il peut prévoir des dispositions particulières à chaque lot.

Les limites de prestations entre les lots, précisées dans les différents chapitres du CCTP, ne sont données qu'à titre indicatif et ne sauraient être opposées au Maître d'Ouvrage lors de l'exécution des travaux, chaque entreprise étant censée avoir tenu compte dans son offre de toutes les prestations inhérentes à la réalisation des ouvrages, objet de son marché.

Les hiatus qui pourraient se révéler entre les prestations prévues pour chacun des corps d'état ne sauraient faire l'objet d'une demande de plus-value sur l'offre forfaitaire.

1.6. Sous-traitance

Le présent marché respecte les prescriptions de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance. Les conditions et modalités de recours à la sous-traitance sont celles définies aux articles R.2193-1 à R.2193-22 du code de la commande publique.

Le titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 € TTC.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le pouvoir adjudicateur.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant, ainsi que les conditions de paiement correspondant, est possible en cours de marché selon les modalités définies ci-après :

- Le titulaire du marché, qui veut en sous-traiter une partie, demande au pouvoir adjudicateur d'accepter chaque sous-traitant et d'agréer ses conditions de paiement ;
- Dès la signature de l'acte spécial constatant l'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement, le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire et à chacun des sous-traitants concernés l'exemplaire de l'acte spécial qui leur revient. Dès réception de cette notification, le titulaire du marché fait connaître au pouvoir adjudicateur le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant ;
- Le titulaire du marché est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance et ses avenants éventuels au pouvoir adjudicateur, lorsque celui-ci en fait la demande.

A défaut de l'avoir produit à l'échéance d'un délai de quinze (15) jours courant à compter de la réception d'une mise en demeure de le faire par le pouvoir adjudicateur, le titulaire encourt une pénalité égale à 1/3000 du montant hors taxes du marché, éventuellement modifié par avenant. Cette pénalité s'applique pour chaque jour de retard.

L'acte spécial précise tous les éléments des articles R.2193-1 à R.2193-9 du code de la commande publique et indique en outre pour les sous-traitants à payer directement :

- La personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements et cessions de créances ;
- Le comptable assignataire des paiements ;
- Le compte à créditer.

En outre, pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial ou de l'avenant (DC4), l'ensemble des pièces de candidature listées dans le règlement de la consultation.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché.

1.7. Représentation du titulaire

Le titulaire doit être représenté sur le site par un interlocuteur responsable du marché, apte à prendre toute décision engageant sa société, et par un encadrement qualifié présent en permanence sur le chantier.

Des organigrammes hiérarchiques et fonctionnels seront établis et soumis à l'accord de l'architecte et du maître d'ouvrage (MOA), et cela, en fonction des phases d'études et de travaux.

Le MOA pourra demander le remplacement de cet interlocuteur sans justification. Dans ce cas, le titulaire devra y procéder sans délai.

1.8. Prestations similaires

La réalisation de prestations similaires à celles confiées au titulaire dans le cadre du présent marché pourra donner lieu à la conclusion d'un nouveau marché sans publicité ni mise en concurrence préalable en application des dispositions de l'article R.2122-7 du code de la commande publique.

Ce nouveau marché devra être conclu dans les trois (3) ans suivant la notification du présent marché.

ARTICLE 3 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

3.1. Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Travaux approuvé par arrêté du 30 mars 2021, les pièces contractuelles constitutives du marché sont énumérées ci-après. En cas de contradiction entre les stipulations, les pièces contractuelles du marché prévalent par l'ordre de priorité suivant :

- **L'Acte d'Engagement (AE) propre à chaque lot et ses annexes :**
 - Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) commun à tous les lots ;
 - Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) propre à chaque lot et pouvant contenir des dispositions particulières à certains lots, et ses annexes éventuelles notamment les pièces administratives, descriptives de la construction, les pièces graphiques architecturales et les pièces graphiques techniques ;
 - La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) propre à chaque lot. Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix (Mois M0 défini à l'acte d'engagement) ;
 - Le bordereau des prix unitaires le cas échéant ;
 - Le planning prévisionnel.
- **Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG-Travaux) applicable aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 30 Mars 2021 ;**
- **Le cahier des clauses spéciales des documents techniques unifiés (CCS/DTU)** tels qu'ils sont énumérés à l'annexe n°1 de la circulaire du 22 Avril 1986 du ministère de l'Économie et des Finances compte tenu des modifications qui leur sont apportées par l'annexe n°2 de ladite circulaire ;
- **Normes Européennes et Françaises (CEN) homologuées et éditées par l'AFNOR**, notamment celles reprises dans les différents CCTP ;
- **La proposition technique et financière établie par le titulaire.**

Outre le CCAG-Travaux approuvé par arrêté du 30 mars 2021, le marché est régi par les textes et règlements techniques ci-dessous, lesquels doivent être respectés dans la mesure où l'exécution des travaux objets du présent marché entre dans leur domaine d'application. Et notamment, sans que cette liste ne soit limitative :

- Les avis techniques du CSTB et des assurances pour les procédés de construction, ouvrages ou matériaux donnant lieu à de tels avis ;
- Le code civil, le code de la santé publique, le code du travail, le code de la construction et de l'habitation, le code de l'environnement, le code de l'urbanisme, le code général des collectivités territoriales, le code de la commande publique, le code de la consommation, etc. ;
- Les lois et textes concernant l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ;
- Le règlement sanitaire national et sanitaire départemental ainsi que la réglementation sur la sécurité incendie ;
- Les textes relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs sur les chantiers ainsi que la législation concernant les conditions de travail et d'emploi de la main d'œuvre ;
- La réglementation acoustique et les textes concernant la limitation des bruits de chantier ;
- Les textes et la législation concernant les travaux de désamiantage ainsi que ceux concernant les déchets de chantier ;
- Les règlements de police ou municipaux et notamment ceux ayant trait à la sécurité de la circulation et à la signalisation aux abords des chantiers ;
- Tous les autres textes réglementaires et législatifs ayant trait à l'acte de construire ou à la sécurité.

NOTA : Les documents généraux précédemment visés sont réputés être connus des parties et ne sont pas joints matériellement aux pièces du marché.

Le titulaire est réputé connaître en tous points les réglementations et les documents contractuels applicables aux travaux de son marché.

En ce qui concerne les textes législatifs, décrets, arrêtés, circulaires, dispositions, spécifications, prescriptions, normes, il faut entendre tous les fascicules, additifs, amendements, errata, modificatifs, etc. connus et en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, sauf spécifications contraires et expresses indiquées dans le CCAG-Travaux du 30 mars 2021.

En cas de divergence ou de discordance implicite ou explicite entre les spécifications du présent cahier des clauses administratives (CCAP) et les clauses et prescriptions des textes réglementaires rappelés ci-dessus (lois, règlements, normes, DTU, etc.), les textes réglementaires prévalent.

Les normes, DTU et règles de calculs prévus comme documents contractuels dans le cadre du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) n'ont ce caractère que pour toutes prescriptions ayant trait aux matériaux, aux techniques de construction et de mise en œuvre, aux règles de sécurité et à la coordination des travaux, à l'exclusion des clauses à caractère administratif et financier qui pourraient exercer une influence sur les spécificités forfaitaires du marché.

Les matériaux, éléments ou ensembles traditionnels, mis en œuvre et prévus aux cahiers des clauses techniques particulières (CCTP) de chaque lot, doivent satisfaire aux normes françaises homologuées ainsi qu'aux normes européennes transposées pour devenir applicables dans l'ordre juridique français et aux dispositions des Documents Techniques Unifiés (DTU).

Les ouvrages sont calculés et exécutés conformément aux règles de calcul, règlements en vigueur, normes, DTU et recommandations générales au moment de l'exécution des travaux.

Les règles, prescriptions de mise en œuvre et/ou cahier des charges établis par le concepteur ou le fabricant doivent toujours être respectés par le titulaire. Il peut exiger du titulaire la fourniture des agréments ou procès-verbaux d'essais établis par des organismes agréés pour tout produit ou procédé mis en œuvre, qu'ils soient de technicité courante ou non courante.

3.2. Exhaustivité du marché

Le présent marché, constitué des documents contractuels définis à l'article précité, exprime l'intégralité des obligations contractuelles des parties.

Les dispositions du marché prévalent sur celles qui figurent dans les documents de réponse, lettres ou autres documents échangés entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire préalablement à la signature de ces derniers.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne peut s'intégrer au marché. Il en est ainsi, sans que cette liste soit exhaustive, des conditions figurant sur les factures, le catalogue, les documents commerciaux.

Les marchés et l'ensemble des documents qui en découlent, sont rédigés en langue française.

ARTICLE 4 : FORME ET NATURE DU PRIX

4.1. Caractère du prix global et forfaitaire

Il reste entendu que sont compris dans le prix forfaitaire, non seulement tous les travaux indiqués aux CCTP, plans, coupes et élévations, tant dans les dossiers fournis par le Maître d'Œuvre que dans ceux fournis par le titulaire, et décrits ou non dans les devis et notices, mais aussi ceux implicitement nécessaires au parfait achèvement de la construction suivant toutes les règles de l'art, à la réalisation des différents ouvrages constituant le projet, à l'obtention des résultats et aux dispositions indiquées dans les plans et devis.

L'Entrepreneur s'étant rendu compte des travaux à effectuer, de leur importance et de leur nature, reconnaît qu'il a suppléé par ses connaissances professionnelles dans sa spécialité aux détails qui pourraient être omis dans les différentes pièces du dossier, afin de réaliser parfaitement l'ouvrage décrit et garantir le résultat demandé.

De ce fait, l'entrepreneur reconnaît que les documents en sa possession sont suffisants pour définir et valoriser l'objet du marché, ce dernier constituant pour lui une obligation de résultat. La DPGF ne sera considérée comme document contractuel que pour la détermination des prix unitaires servant au règlement des situations mensuelles d'acomptes et de travaux supplémentaires commandés par le Maître d'ouvrage.

4.2. Variations des prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions du mois qui précède celui de la date limite de réception des offres ou de la remise de l'offre après négociation ; ce mois est appelé « mois zéro » ou « Mo ».

Les prix sont fermes et non révisables sur la première année du marché. A partir de la deuxième année, les prix de base sont révisés en hausse comme en baisse, par application de la formule suivante :

$$I = 0.15 + 0.85 \frac{Im - 3 \text{ mois}}{Im0 - 3 \text{ mois}}$$

Où :

I représente le ou les index représentatifs du marché Im-3 et Im0 -Trx étant respectivement leurs valeurs au mois de début d'exécution des prestations moins 3 mois et au mois zéro, sous réserve que le mois m, date d'effet du commencement des travaux, soit postérieur de plus de trois mois au mois zéro.

Les index de référence publiés au Moniteur sont les suivants :

Lot	Code	Libellé
01	BT14	Index du bâtiment – Gros œuvres
02	BT46	Index du bâtiment – Second œuvre
03	BT18a	Index du bâtiment - Menuiserie intérieure en bois
04	BT47	Index du bâtiment – Electricité
05	BT38	Index du bâtiment – Plomberie

4.3. Prix nouveaux en cours d'exécution

La Comédie-Française se réserve la possibilité de demander en cours d'exécution de nouvelles références non prévues dans la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) mais relevant de l'objet du marché. La personne assurant la conduite du marché adresse au titulaire une demande de prix par mail concernant les nouvelles références.

Dans un délai maximal de quinze (15) jours à compter de la réception du mail, le titulaire envoie son devis à la personne assurant la conduite du marché. Le titulaire doit remettre, avec son devis, un document détaillant le contenu de la prestation et la décomposition du prix proposé.

Une mise au point du prix et de la nouvelle prestation peut avoir lieu entre le titulaire et le représentant du musée. Après accord de la Comédie-Française, les prix nouveaux ainsi définis font l'objet, d'un ajout au bordereau de prix unitaires par la personne assurant la conduite du marché sans nécessiter la conclusion d'un avenant.

Les prix nouveaux sont établis sur les mêmes bases que les prix initiaux du marché, ils sont réputés complets et doivent respecter les dispositions du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP).

ARTICLE 5 : MODALITES DE REGLEMENT

Le droit au règlement des factures court à compter de la date de décision d'admission des différents travaux, après leur vérification et à la levée des éventuelles réserves.

5.1. Etablissement des factures

Le titulaire établit une facture mensuelle relative à l'avancement des travaux (détaillé dans l'annexe financière - Décomposition du prix global et forfaitaire à l'acte d'engagement), une fois que ces derniers ont été réceptionnés définitivement par le pouvoir adjudicateur.

Procédure de transmission de facture :

1. Etablissement de la situation par l'entreprise et envoi au maître d'œuvre pour validation
2. Le maître d'œuvre établit le bordereau de paiement, valide la situation et l'envoi à l'OPC
3. L'OPC valide la situation et transmet le bordereau de paiement à la maîtrise d'ouvrage pour validation
4. Les situations validées sont déposées sur Chorus par l'entreprise

Conformément à l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, les factures doivent être transmises sous forme dématérialisée via le portail sécurisé Chorus.

Afin que le traitement des factures soit facilité et optimal, le titulaire doit impérativement faire apparaître les mentions légales et les indications suivantes, dans chacune de ses factures :

- Le nom et l'adresse du pouvoir adjudicateur ;
- L'identité du destinataire final ;
- Le pays où la ville de destination finale ;
- Le numéro du compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- Le numéro et la date d'établissement de la facture ;
- Le numéro et la date du marché ;
- Le numéro de code de service ;
- La nature des prestations et leur prix unitaire H.T. ;
- Les références fournisseurs des matériaux ;
- Le taux et le montant de la TVA, le cas échéant ;
- Le montant total H.T. et TTC de la commande, le cas échéant ;
- La date et signature.

Si le titulaire ne respecte pas les prescriptions susmentionnées, le traitement des factures ne peut être effectué convenablement. De ce fait, le délai de traitement des factures – par la Direction des affaires financières de la Comédie-Française – est allongé et la mise en règlement retardé.

5.2. Paiement

5.2.1 Acomptes

Les acomptes sont réglés suivant les dispositions de l'article 12 du CCAG-Travaux du 30 mars 2021. Le solde ne peut être mis en paiement que si les éléments nécessaires à la réalisation du dossier des ouvrages exécutés (DOE) et à l'établissement du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO) ont été produits ainsi que 100% des réserves levées.

5.2.2 Paiement des cotraitants

La demande de paiement est faite par le mandataire du groupement solidaire. Le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire suivant les dispositions de l'article 11.6.1 du CCAG-Travaux du 30 mars 2021.

5.2.2 Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans contestation du titulaire sous un délai de quinze (15) jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

5.2.3 Délai global de paiement

Le règlement s'effectue dans le délai de 30 jours l'article R. 2192-10 du Code de la commande publique.

5.3 Avance

Une avance est accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, lorsque le montant initial du marché ou de la tranche affermie est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % et jusqu'à 30% maximum du montant initial, toutes taxes comprises, du marché public ou de la tranche affermie si la durée de leur exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant du marché ou de la tranche. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 % du montant, toutes taxes comprises, du marché ou de la tranche.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Le titulaire, sauf s'il s'agit d'un organisme public, doit justifier de la constitution d'une garantie à première demande à concurrence de 100 % du montant de l'avance. La caution personnelle et solidaire n'est pas autorisée.

5.4 Retenue de garantie

Il est institué une retenue de garantie de 5%, qui est prélevée et restituée dans les conditions prévues aux articles R.2191-32 à R.2191-35 du code de la commande publique.

5.5 Intérêts moratoires

À défaut de paiement dans les trente (30) jours maximum suivants la réception de la facture, des intérêts moratoires sont dus au titulaire. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points. Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au marché ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus.

5.6 Nantissement et cession de créance

Le maître d'ouvrage délivre au titulaire sur demande et sans frais, les pièces nécessaires pour une remise du marché en nantissement. Toute cession de créance est directement notifiée au comptable du maître d'ouvrage par l'établissement cessionnaire.

5.7 Projets de décomptes et acomptes mensuels

Les stipulations du titulaire sont établies conformément aux dispositions prévues à l'article 13.1.1 du CCAG-Travaux du 30 mars 2021.

Les projets de décompte sont présentés conformément au modèle qui est remis au titulaire lors de la notification du marché.

Elles sont transmises au maître d'œuvre à la fin de chaque mois (transmission automatique par la plateforme CHORUS PRO). Numérotées, ces situations devront être récapitulées, et feront apparaître :

- Le rappel des prestations totales prévues ;
- Le rappel de celles exécutées antérieurement à la dernière situation ;
- Les prestations exécutées dans la situation considérée ;
- Les prestations totales exécutées. Le projet de décompte mensuel, établi par le titulaire, est accepté ou rectifié par le maître d'œuvre, qui en établit le décompte mensuel. L'ensemble est ensuite transmis au maître d'ouvrage.

L'établissement des décomptes et acomptes mensuels par le maître d'œuvre ainsi que le mandatement des acomptes mensuels par le maître d'ouvrage interviennent conformément aux dispositions prévues aux articles 13.1.2 à 13.2.3 du CCAG-Travaux du 30 mars 2021.

Si le droit du sous-traitant est définitivement établi, le représentant du pouvoir adjudicateur paie le sous-traitant et les sommes dues au titulaire sont réduites en conséquence.

5.8 Décompte final – décompte général – Solde

Le projet de décompte final du titulaire est établi et transmis conformément aux dispositions prévues aux articles 13.3.1 à 13.3.4 du CCAG-Travaux du 30 mars 2021. Le titulaire transmet son projet de décompte final au maître d'œuvre sur Chorus-pro dans le délai de trente jours à compter de la date de notification de la décision de réception des travaux, ou, en l'absence d'une telle notification, à la fin de l'un des délais de trente jours fixés aux articles 41.1.3 et 41.3 du CCAG-Travaux du 30 mars 2021.

A défaut, le maître d'œuvre mettra en demeure l'entreprise de produire son projet de décompte final sous quinze (15) jours. Si la mise en demeure restée infructueuse, il appartiendra alors au maître d'œuvre d'établir d'office le décompte général au frais du titulaire.

L'établissement du décompte final et général par le maître d'œuvre ainsi que la notification du décompte général à l'entreprise et le mandatement du solde correspondant par le maître d'ouvrage, interviennent conformément aux dispositions prévues aux articles 13.4.1 à 13.4.5 du CCAG-Travaux 2021.

Le décompte général est notifié au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 6 : MODALITES D'EXECUTION DES TRAVAUX

6.1. Délai d'exécution

Le détail de planning est défini par une pièce du marché. Le délai d'exécution de l'ensemble des travaux part à compter de la date fixée par l'ordre de service adressé au titulaire du lot commençant le premier l'exécution des travaux.

Le planning des travaux est donné à titre indicatif. Un ordre de service précisera la date d'exécution effective des travaux. Le délai d'exécution du marché comprend la période de préparation d'un (1) mois.

6.2. Délai d'exécution global

Le délai global d'exécution des travaux ne commencera à courir qu'à compter de la date portée par le maître d'œuvre sur l'ordre de service de démarrage, notifié au titulaire. Le délai global d'exécution des ouvrages est fixé à 9 mois (dont 1 mois de préparation), y compris congés.

Le délai d'exécution de chaque lot s'insère dans ce délai global d'exécution.

Il est rappelé que les délais impartis englobent le repliement des installations de chantier et la remise en état des lieux. En conséquence, tout retard constaté sur ces opérations est sanctionné comme retard dans l'achèvement des travaux et est susceptible de l'application des pénalités correspondantes, conformément à l'article 19 du présent document.

6.3 Délai d'achèvement des travaux

Les Ordres de Service de démarrage seront délivrés par le Maître d'œuvre (et préalablement visés par la Maîtrise d'ouvrage) signifiant au titulaire le démarrage des travaux.

Le titulaire s'engage à achever (au sens de l'achèvement tel que défini à l'article 4 du présent document) les travaux en cohérence avec le calendrier d'exécution détaillé établi par le MOE.

6.3.1 Prorogation du délai d'achèvement

Le délai tel que stipulé à l'article 6.2 sera prorogé d'une durée égale aux retards consécutifs à la survenance d'un événement ressortant de la force majeure ou d'une cause légitime de suspension tels que ci-après limitativement convenus.

Seront considérés comme des cas de force majeure et des causes légitimes de suspension des délais de livraison, les cas limitativement énumérés ci-après :

- Intempéries :

Les journées d'intempérie seront prises en compte, pour autant que, cumulativement :

- Elles soient mentionnées sur le relevé mensuel établi par la Fédération française du bâtiment (FFB) d'après le tableau climatologique mensuel publié et par la Station ;
- Elles soient confirmées par l'organisme météorologique de Paris Montsouris,
- Elles aient perturbé l'avancement normal du chantier. Ces perturbations seront attestées par le compte rendu de chantier établi par l'Architecte MOE qui devra constater une

impossibilité de travailler pour le corps d'état considéré et quantifier le retard pris de ce fait dans l'avancement général du chantier.

Le titulaire adressera au maître d'ouvrage (MOA) les documents visés ci-dessus pour permettre le décompte des journées d'intempéries dans le cadre du compte rendu de chantier. Les Parties conviennent que le délai d'achèvement inclut d'ores et déjà quinze (15) jours ouvrés d'intempéries.

- **Cas de force majeure :**

La force majeure au sens du marché, est entendue comme un événement imprévisible, irrésistible, insurmontable et extérieur au titulaire.

Ces caractéristiques étant cumulatives, constituent notamment un cas de force majeure :

- La grève générale ou particulière aux professions du bâtiment et/ou des transports routiers et ferroviaires à l'exception des grèves particulières aux entreprises du chantier ;
- Les injonctions judiciaires ou administratives de suspendre ou d'arrêter les travaux (à moins que lesdites injonctions ne soient fondées sur des fautes ou négligences imputables au titulaire et/ou ses sous-traitants) ;
- Les troubles résultant d'émeutes, d'attentats, de guerre civile, d'hostilités, révolutions ou cataclysmes naturels.

6.3.2 Prolongation des délais

Aucune prolongation de délai autre que celle afférente aux cas de force majeure et aux causes légitimes de suspension des délais de livraison ne sera accordée autrement que par voie d'avenant.

ARTICLE 7 : ENGAGEMENT DU TITULAIRE

Pour réaliser les prestations, le titulaire s'engage à réaliser une action d'insertion de personnes rencontrant des difficultés professionnelles ou sociales particulières, pour un minimum de cent-cinquante (150) heures sur la durée totale du marché.

7.1 Insertion des travailleurs en difficultés

7.1.1 Les publics visés

Le dispositif mis en place vise à favoriser l'accès ou le retour à l'emploi de personnes éloignées de l'emploi et rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières, dont l'éligibilité de la candidature a été validée dans le cadre du dispositif d'accompagnement des entreprises.

Sont notamment concernés, les demandeurs d'emploi de longue durée, les allocataires du revenu de solidarité active demandeurs d'emploi, les allocataires de minima sociaux, les personnes reconnues travailleurs handicapés, les jeunes sortis sans qualification à l'issue de leur scolarité ou sans expérience professionnelle, les personnes relevant d'un dispositif de l'insertion par l'activité économique.

En outre, d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières peuvent, sur avis motivé de Pôle Emploi, des Maisons de l'emploi, des Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi, des Missions Locales, ou de CAP Emploi, être considérées comme relevant des publics éloignés de l'emploi.

7.1.2 Les modalités de mise en œuvre

L'attributaire du marché s'engage à réserver une part du temps total de travail nécessaire à l'exécution de son marché, à une action d'insertion réalisée selon l'une des modalités définies ci-dessous :

- 1ère modalité : le recours à la sous-traitance ou à la cotraitance avec une entreprise d'insertion ;
- 2ème modalité : la mise à disposition de salariés (l'entreprise est en relation avec un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion durant la durée du marché. Il peut s'agir d'une entreprise de travail temporaire d'insertion, d'une entreprise de travail temporaire¹, d'un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification ou d'une association intermédiaire) ;
- 3ème modalité : l'embauche directe par l'entreprise titulaire du marché.

7.1.3 Les modalités de contrôle

Il sera procédé, par tous moyens, au contrôle de l'exécution de l'action d'insertion pour laquelle le titulaire s'est engagé.

A la demande du Maître d'Ouvrage, le titulaire fournit, mensuellement, tous renseignements utiles (par exemple : date d'embauche, nombre d'heures réalisées, type de contrat, poste occupé, etc.) propres à permettre le contrôle de l'exécution et l'évaluation de l'action. En complément de cette transmission d'information et pendant l'exécution du marché, le Maître d'Ouvrage, peut décider à tout moment d'inscrire la clause à l'ordre du jour d'une réunion de chantier.

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités telles que prévues à l'article 19 du présent document.

¹ Voir à ce sujet l'Accord national relatif aux modalités de mise en œuvre des dispositions de l'article L.124-2-1-1 du Code du travail.

En tout état de cause, le titulaire doit, dès leur survenance, informer le maître d'ouvrage par courrier recommandé avec accusé de réception, qu'il rencontre des difficultés pour assurer son engagement.

Dans ce cas, le référent désigné par le Maître d'Ouvrage au présent article, étudiera avec le titulaire, les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs.

A l'issue de l'exécution du marché, l'entreprise titulaire du marché s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion formées sur le chantier. En cas de manquement grave du titulaire à son engagement d'insertion, le maître d'ouvrage peut procéder à la résiliation du marché, en application de l'article 20 du présent document.

7.2 Réemploi – recyclage – Valorisation des déchets

Considérant que pour améliorer la gestion des ressources et répondre aux enjeux d'un aménagement plus durable, la Comédie-Française souhaite faire appel aux entreprises titulaires de ses marchés publics pour valoriser la gestion des déchets de chantier.

Le titulaire s'engage à réaliser l'action de gestion des déchets de chantier présenté dans leur offre. Le réemploi et la réutilisation sont à privilégier pour contribuer au prolongement de la durée de vie des produits et participer à l'économie circulaire et à la réduction de la production des déchets. Si les matériaux ne peuvent être réemployés ou réutilisés, la solution la plus pertinente est de les orienter vers les filières de recyclage.

L'attributaire du marché s'engage à avoir une démarche respectueuse de l'environnement dans la gestion des déchets de chantier. Un schéma d'organisation et de gestion des déchets (SOGED) doit être mis en place. Ce plan doit détailler : les moyens humains et techniques affectés à la gestion des déchets ; les méthodes de tri de déchets ; le traitement et la valorisation des déchets ; la traçabilité des déchets ; protocole de dépose et stockage des matériaux de réemploi.

ARTICLE 8 : TRAVAUX MODIFICATIFS

8.1 Travaux modificatifs

En cours de chantier, des modifications peuvent être demandées par le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre, le titulaire ou le contrôleur technique. Suivant l'article 5.1 précité, le titulaire retournera un devis à la maîtrise d'œuvre, qui le transmettra avec son avis au maître d'ouvrage.

La décision du maître d'ouvrage sera notifiée au titulaire ; cette notification vaudra ordre d'exécuter les travaux modificatifs. Les travaux modificatifs acceptés par le maître d'ouvrage seront incorporés dans un avenant au marché régularisés par un ordre de service établi par la maîtrise d'œuvre.

8.2 Délai de transmission des devis

Le maître d'ouvrage doit faire connaître les modifications qu'il envisage d'autoriser ou d'apporter à l'importance ou à la nature des travaux.

Dans les sept (7) jours suivants la réception de la demande de modification, et dès lors que les documents qui lui sont fournis sont du niveau de ceux d'un Avant-Projet Sommaire (APS) coordonné avec les documents du marché, le titulaire doit adresser un devis quantitatif estimatif, les études et plans nécessaires à la compréhension du devis, un comparatif avec la prestation de base (si celle-ci a changé) ainsi que le délai, au terme duquel le maître d'ouvrage doit prendre la décision de telle façon que les travaux modificatifs soient exécutés dans le cadre des délais prévus au marché, et ce, sans que le délai dans lequel le maître d'ouvrage doit se prononcer soit inférieur à trois (3) semaines.

En outre si, le titulaire estime devoir demander une prolongation de délai pour l'exécution totale ou partielle de ces travaux modificatifs, il doit accompagner son devis d'un argumentaire détaillé et d'un planning de travaux révisé, afin que la maîtrise d'œuvre puisse en apprécier tous les éléments et en informer le maître d'ouvrage.

À défaut d'avoir transmis un devis et son argumentaire sur la prolongation des délais, conformément aux dispositions du présent article, dans les délais ci-dessus mentionnés à compter de la notification de modification, le titulaire est pénalisé suivant les dispositions de l'article 19 du présent document.

8.3 Mode d'établissement des devis

Les travaux modificatifs devront être chiffrés sur la base des prix indiqués dans la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) pour les ouvrages assimilables à ceux du marché. En outre, le titulaire déduit de son devis les ouvrages retirés à son marché initial en conséquence des modifications.

8.4 Acceptation ou refus des devis de travaux modificatifs

Les devis de travaux modificatifs acceptés par le maître d'ouvrage donnent lieu à l'établissement d'ordres de services et d'un avenant au marché indiquant le nouveau délai d'exécution s'il est nécessaire et l'incidence financière. Ils sont établis par le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage, signés par le maître d'ouvrage, puis notifiés au titulaire. Le titulaire doit retourner au maître d'œuvre revêtu de son acceptation et dans le délai maximal de huit (8) jours après réception, un exemplaire de tous les ordres de services qui lui ont été adressés. Passé ce délai, ils sont réputés acceptés par le titulaire.

Pour le cas où le devis ne serait pas accepté par le maître d'ouvrage, qu'un accord ne pourrait être trouvé entre les parties en temps utile sur ce devis et que l'exécution immédiate des travaux concernés soit nécessaire au bon avancement du chantier et au respect des délais, il sera délivré un ordre de service avec un montant provisoire fixé par le maître d'œuvre. Cette condition de prix ou de délai provisoire sera clairement explicitée dans l'ordre de service considéré. Le montant définitif sera arrêté ultérieurement.

8.5 Travaux sans autorisation

Si le titulaire apporte sans autorisation des modifications aux travaux tels qu'ils sont définis par le marché, le maître d'ouvrage peut, sur proposition de la maîtrise d'œuvre, exiger les démolitions, corrections, reprises nécessaires à l'exécution exacte du marché, aux frais du titulaire, sans préjudice des réfections qu'il pourrait exiger sur le montant du marché si ces démolitions, corrections, reprises, sont susceptibles d'entraîner une diminution de la qualité finale des ouvrages et d'autre part de toute autre incidence, notamment sur les travaux des autres titulaires.

Le maître d'ouvrage ne doit aucun paiement supplémentaire si les ouvrages modifiés ont entraîné pour le titulaire des dépenses supérieures à celles afférentes aux ouvrages initialement prévus. Le maître d'ouvrage est en droit de diminuer le prix HT du marché du montant HT des économies faites par le titulaire, majorées d'une pénalité forfaitaire de 20 %, pour préjudice subi, si le coût des ouvrages modifiés est moins élevé que celui des ouvrages initialement prévus.

8.6 Travaux sur injonction administrative décision judiciaire

Le titulaire est tenu d'effectuer les travaux ou modifications qui lui sont ordonnés par le maître d'ouvrage en conséquence d'une injonction administrative ou d'une décision judiciaire, ou d'une demande des experts judiciaires intervenant dans le cadre de procédures en référés. Ces travaux ne donnent pas lieu à une rémunération supplémentaire si leur origine résulte d'une conséquence ou suite des travaux du titulaire, d'une négligence, ou d'une faute de celui-ci.

8.7 Travaux urgents concernant la stabilité

Par exception aux dispositions de l'article 4.5 du présent document, le titulaire a le droit d'apporter aux ouvrages des modifications qui, au cours de l'exécution, se révéleraient indispensables à la stabilité des bâtiments et urgentes, après avoir recueilli l'accord préalable du maître d'œuvre. Les éventuelles dépenses supplémentaires résultant de ces modifications font partie intégrante du marché.

8.8 Autorisations administratives modificatives

Le titulaire est informé qu'une ou plusieurs demandes d'autorisations modificatives pourront être déposées en cours d'exécution par le maître d'ouvrage à la suite de la délivrance d'ordres de service emportant modification du programme. Le titulaire fera part au maître d'ouvrage des éventuelles incidences en termes de coût et de délai dans les mêmes dispositions qu'à l'article 4.2 du présent document.

8.9 Modification de projet

Si, avant tout commencement de réalisation de la prestation, le titulaire propose des modifications ayant pour objet de remettre en cause les principes de conception tels que définis dans les marchés de travaux, ces

modifications doivent être proposées au maître d'œuvre avant le commencement des études d'exécution ou des plans d'atelier et de chantier. L'acceptation de ces modifications doit faire l'objet d'une décision formelle du maître d'œuvre et du maître d'ouvrage.

En cas de non-respect de ces dispositions, le maître d'œuvre pourra soit ordonner le respect du marché soit appliquer une moins-value sur le montant du marché pour non-conformité ou une réfaction dont le titulaire ne pourra contester la valeur.

ARTICLE 9 : COORDINATION DE L'EXECUTION DES TRAVAUX

9.1 Période de préparation

La période de préparation est incluse dans le délai global du Marché. Elle commence à courir à compter de la notification du marché. La période de préparation des travaux a pour objet :

- Par les soins du Maître d'ouvrage : l'élaboration, en concertation avec les titulaires du lot, du calendrier détaillé d'exécution des travaux ;
- Par les soins du titulaire :
 - o L'établissement et présentation au Maître d'ouvrage du programme d'exécution des travaux ;
 - o L'établissement et présentation de plans d'exécution, notes de calculs et études de détail nécessaires pour le début des travaux, dans les conditions prévues au CCAG-Travaux du 30 mars 2021 ;
 - o L'établissement du plan particulier de sécurité et de protection de la santé, dans le délai de quinze (15) jours suivant la date de notification du marché et remise au coordonnateur. Les mesures et dispositions relatives à la sécurité et l'hygiène sur les chantiers sont contenues dans ce plan particulier.

L'absence de remise des documents visés ci-dessus donne lieu au prononcé de pénalités, en application de l'article 19 du présent document.

9.2 Mission d'Ordonnancement Pilotage Coordination (OPC)

La mission d'OPC est assurée par un bureau d'études spécialisé et qualifié. A ce titre :

- Il établira le calendrier d'exécution détaillé de l'opération ;
- Il contrôlera, l'avancement des études d'exécution ;
- Il contrôlera l'avancement des travaux ;
- Il établira la mise à jour des calendriers d'exécution suivant une fréquence déterminée par le Maître d'ouvrage en fonction de l'état d'avancement des travaux ;
- Il établira les calendriers particuliers pour les phases critiques ou complexes ;
- Il établira l'ordre du jour des réunions d'études et de coordination, rédigera les comptes rendus et assurera leur diffusion ;
- Il fera maintenir l'ordre et la propreté du chantier ;
- Il assurera l'organisation matérielle efficace des opérations de levées de réserves consécutives aux visites :
 - o Préalables à la réception,
 - o De réception,
 - o De contrôle de levées de réserves.
- Deuxième échéance : au plus tard, quinze (15) jours après la délivrance de l'Ordre de Service de démarrage de chaque lot de travaux ;
- Noms des représentants de l'Entreprise à soumettre à l'agrément du MOE et de l'Architecte ;
- Organigramme détaillé et nominatif du chantier (études et exécution) ;
- Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé, qui doit être transmis, avant le début des travaux au Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé ainsi qu'aux Organismes de Prévention ;
- Liste prévisionnelle des plans et des documents d'exécution (Fiches produits, notes de calcul, justificatifs...) et des échantillons, renseignées de la date prévue de diffusion du document ;

- Liste prévisionnelle des entreprises sous-traitantes du 1er et 2ème rang et prestataires de services de toute nature ;
- Demandes d'agrément des sous-traitants et prestataires de services de toute nature ;
- Si nécessaire, demande au maître d'ouvrage, d'autorisation d'emploi des procédés de construction nouveaux ou non traditionnels ;
- Le calendrier d'exécution par tâches en adéquation avec le planning prévisionnel des travaux ;
- Un calendrier détaillé des fabrications, des approvisionnements et des travaux de son Marché ;
- Plans des installations de chantier ;
- Plans et documents d'organisation de chantier : plans méthodes, organisation des approvisionnements et plan qualité de l'entreprise.

9.3 Organisations générales des études d'exécution

La gestion du chantier sera effectuée par l'échange de documents et plans selon les instructions de l'Architecte MOE et / ou du MOA (recours à un serveur extérieur type Dropbox, Cloud, etc...). Toutes les études d'exécution sont transmises au maître d'œuvre :

- D'une part, sous format papier, en trois exemplaires, dont un support permettant sa reproduction ;
- D'autre part, sous forme électronique.

Concernant la transmission électronique, les documents doivent être sécurisés, identifiables et interopérables avec le logiciel suivant : AUTOCAD 2010 et PDF.

Sur la base des documents particuliers du marché (pièces graphiques et pièces écrites établies par la Maîtrise d'œuvre), le titulaire doit établir à ses frais et sous sa responsabilité, les plans de fabrication et de chantier et tous documents non listés, mais nécessaires à la parfaite réalisation de ses propres ouvrages et ceux des ouvrages mitoyens.

Les pièces graphiques composant les documents particuliers du marché ont été cotées avec le plus grand soin par la Maîtrise d'œuvre. Néanmoins, dès lors que les ouvrages à réaliser se situent, pour partie, dans l'emprise d'ouvrages existants conservés, le titulaire doit :

- D'une part, par une vérification exhaustive des ouvrages existants, s'assurer que les cotes portées sur les plans des ouvrages existants sont concordantes et suffisantes ;
- D'autre part, requérir auprès du Maître d'ouvrage tous les renseignements complémentaires éventuels et avoir pris tous renseignements pour l'établissement de ses plans.

Si le titulaire détecte une erreur ou une contradiction entre les indications portées sur les plans de la maîtrise d'ouvrage et les renseignements pris sur le site, il a l'obligation de la signaler immédiatement, par écrit, au Maître d'ouvrage qui prendra les dispositions qui s'imposent pour remédier à l'état de fait.

9.3.1 Etablissement des plans d'exécution

Les plans d'exécution seront établis par le titulaire. Il devra se conformer pour l'établissement de ses plans d'exécution ainsi que ceux de ses sous-traitants aux dispositions contenues dans le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP), dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF). Les plans du titulaire devront être présentés avec un cartouche mis en place pour l'opération.

9.3.2 Vérification des côtes portées sur les plans

Le titulaire devra vérifier soigneusement toutes les cotes en plan et en altitude portées aux plans de la Maîtrise d'œuvre et s'assurer de leur concordance avec les différents plans d'ensemble ou de détail et le devis descriptif des lots.

Il devra également vérifier la conformité des côtes, avec les prescriptions du Permis de Construire et les obligations administratives afférentes à l'opération. Il devra s'assurer de la possibilité de respecter les cotes données. Il devra signaler, en temps utile, les erreurs ou omissions décelées.

9.3.3 Approbation des plans d'exécution

L'équipe de Maîtrise d'œuvre définira les circuits d'établissement, de contrôle, d'approbation des plans d'exécution et les procédures d'arbitrage en cas de difficultés. Le titulaire doit fournir en 1 exemplaires ses plans, notes de calcul et notices explicatives nécessaires à leurs approbations et à la diffusion aux autres intervenants.

Avant tout démarrage de travaux, le titulaire doit s'assurer de l'approbation de ses plans d'exécution par l'équipe de Maîtrise d'œuvre et le Contrôleur Technique. Cette approbation pour conformité à la conception générale ne dégage en rien la responsabilité du titulaire qui reste l'auteur de ses plans.

Le temps nécessaire à la Maîtrise d'œuvre pour examiner les documents est fixé à 15 jours calendaires. Cette durée pourra être plus longue en accord avec les parties en fonction de la complexité ou du nombre important des documents présentés.

9.4 Interventions sur site

9.4.1 Nuisances acoustiques

Les titulaires sont tenus de respecter les textes en vigueur concernant la limitation du niveau sonore des engins de chantier, compresseurs, moteurs, brise-béton, scies béton etc...., et de prendre en compte dans leur offre l'utilisation d'engins parfaitement insonorisés et répondant aux critères acoustiques conformes aux normes en vigueur. Les horaires à respecter sont mentionnés conformément à l'article 1.4 du présent document.

Durant les période d'activité, soit en dehors du mois d'août où l'établissement est fermé, la Maîtrise d'ouvrage est obligée de contraindre l'activité du chantier afin de pouvoir répondre aux exigences du site occupé. Aussi, les travaux bruyants devront être réalisés comme suit :

- Travaux bruyants avant 11h
- Travaux de faibles nuisances de 11h heures à 13 heures ;
- Travaux non bruyants de 13 heures à 18 heures.

9.4.2 Vols divers – gardiennage

Les vols, disparitions ou détériorations des matériaux, matériels et ouvrages en cours pendant l'ouverture du chantier et pendant les heures de fermeture de celui-ci sont de la seule responsabilité des entreprises. Toute prestation rendue nécessaire dans pareil cas se verra imputer à l'ensemble des entreprises en activité sur site au moment des faits.

Le titulaire est formellement tenu de recueillir auprès du responsable du site de la Comédie- Française les renseignements lui permettant d'établir à l'usage de son personnel les consignes particulières concernant la sécurité, le vol et l'incendie.

La responsabilité du Maître d'Ouvrage, du maître d'œuvre ne saurait être recherchée pour quelque raison que ce soit.

9.4.3 Relations avec les avoisinants

Les titulaires sont tenus de prendre toutes dispositions afin de ne pas causer, par leur activité, de nuisances aux avoisinants :

- Nuisances acoustiques,
- Nuisances par diffusion de poussières, fumées, humidité, etc...
- Ainsi que veiller au respect de l'intégrité de leurs limites de propriété, de leurs divers réseaux et de leurs accès.

En cas de plainte auprès du Maître d'Ouvrage, ceux-ci appelleront en responsabilité les entreprises qui en supporteront les frais.

9.4.4 Relations avec les administrations locales

Les titulaires prendront toutes dispositions pour maintenir en parfait état d'aspect et de propreté les voiries, réseaux et ouvrages divers publics. En cas de plainte de l'un de ces services administratifs auprès du Maître d'Ouvrage, ceux-ci recourront auprès des entreprises qui devront en supporter les frais.

9.4.5 Permis feu

Le titulaire sera tenu de demander au Maître d'ouvrage la délivrance d'un permis de feu à établir en trois (3) exemplaires, dont un destiné au chef de l'établissement. Ce permis sera à demander au cours de la période de préparation et délivré par le responsable sur site (comme spécifié dans le Plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé).

9.4.6 Site occupé

L'attention du titulaire est attirée sur le fait que les travaux sont à réaliser sur site occupé. En conséquence le titulaire devra prendre en compte les sujétions découlant de ces contraintes hors des approvisionnements de matériaux.

Les livraisons importantes seront étudiées avec la maîtrise d'œuvre, la maîtrise d'ouvrage et le logisticien à minima 2 semaines avant, en réunion de chantier.

Sur la période du 1er au 31 août, l'établissement est fermé. Il n'y a donc aucune contrainte sonore sur cette période. Elle est à privilégier pour les travaux particulièrement bruyants.

ARTICLE 10 : CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX

10 : Etendue de l'obligation de résultat

Les titulaires sont soumis à une obligation de résultat pendant toute la durée du marché. Ils doivent fournir les prestations suivantes :

- Les études : plans des ouvrages existants, plans d'exécution et carnets de détails entièrement renseignés, les notes de calculs ;
- La coordination des études et du chantier ;
- L'établissement du DOE, du DEM ;
- La mise en œuvre des éléments de sécurité individuelle et collective,
- La production des avis techniques ou Procès-Verbaux de tous les matériaux ;
- La fourniture d'échantillons ;
- La protection de tous les ouvrages existants ;
- La remise en état des ouvrages détériorés ;
- Les travaux de finition avant réception.

Ils s'efforcent de compiler à la demande du maître d'œuvre tous les éléments nécessaires à la souscription des assurances tous risques chantier et dommages-ouvrages.

10.2 Réception des travaux

La réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux. Le titulaire est chargé d'aviser le maître d'œuvre de la date à laquelle ses travaux sont considérés comme achevés. La réception des travaux est visée par la maîtrise d'ouvrage après réception et acceptation des documents d'exécution. Celle-ci est prononcée après un examen des ouvrages et une vérification de ses caractéristiques.

10.3 Contrôle technique des travaux

Les travaux seront soumis au contrôleur technique de l'opération. Les honoraires dus à ce contrôleur technique seront à la charge du maître d'ouvrage. Dans le cadre d'un Etablissement Recevant du Public (ERP) quelle que soit sa catégorie, le titulaire devra obligatoirement avoir pris connaissance du Rapport Initial de Contrôle Technique (RICT).

10.4 Achèvement des travaux

La réception d'un lot de travaux par le maître d'ouvrage ne pourra être envisagée qu'après achèvement des ouvrages et constructions composant le programme. Pour l'exécution des travaux, par dérogation expresse à l'article R. 261-1 du code de la construction et de l'habitation, on entend par achèvement du programme (ci-après « l'achèvement »), cumulativement :

- La réalisation complète du programme conformément au marché convenu entre le maître d'ouvrage et l'entreprise, à la législation et à la réglementation applicable à la date de délivrance des autorisations administratives, en parfait état de fonctionnement, raccordé aux réseaux et bénéficiant des autorisations administratives nécessaires (hors éventuel permis modificatif de récolement) ;
- Le nettoyage de fin du programme et des abords ;
- La remise par le titulaire au maître d'ouvrage de tous les documents prévus avant les échéances de la réception.

Le tout, de manière à permettre au maître de l'ouvrage de jouir paisiblement du programme en conformité avec sa destination.

Le délai démarre à la délivrance de l'Ordre de Service de démarrage du lot concerné et comprend la période de préparation du chantier, la période de réalisation des travaux, les Opérations Préalables à la Réception, la levée des réserves d'OPR et la réception.

10.5 Visites préalables à la réception

10.5.1 Opérations préalables à la réception

Le titulaire devra inviter le MOE au moins dix (10) jours calendaires avant la réception, pour une série de visites préalables à la réception (les Opérations Préalables à la Réception ou OPR) qui auront lieu aux jours et aux heures qu'il fixera.

Par dérogation, pour les lots techniques dont l'accessibilité deviendrait impossible avant la fin des travaux, il sera proposé des visites d'OPR avant fermeture des gaines techniques et des faux plafonds (avec les Bureaux d'Études Techniques compétents).

Pour pouvoir réaliser les OPR et pour les besoins de celles-ci, les conditions suivantes devront être remplies :

- Les locaux seront propres, éclairés, ventilés et pouvant fermer à clefs ;
- Les ouvrages à vérifier seront terminés ;
- Les équipements seront en état de marche ;
- Les outils et des clefs d'accès provisoires seront disponibles
- Les moyens et outils nécessaires à la réalisation des OPR seront disponibles ;
- Les documents de suivi des OPR seront préparés à l'avance et disponibles.

Lors des OPR, il sera demandé :

- Les équipements tels que : escabeau, clés, passe, pour pouvoir accéder aux parties visitables ;
- Les plans d'exécution au dernier indice connu ainsi que les classeurs et fiches relatifs aux matériels et matériaux retenus après validation par le Maître d'ouvrage ;
- Les fiches techniques.

Un procès-verbal des OPR listant les réserves sera établi.

10.5.2 Procédures préalables pour les lots techniques

Pour ce qui concerne les installations techniques telles que : électricité (courants forts et faibles, détection incendie), chauffage, ventilation, climatisation, le titulaire doit procéder, au minimum, aux essais, épreuves et vérifications de fonctionnement définis dans les documents contractuels et notamment dans :

- Les CCTP,
- Les documents techniques unifiés (DTU),
- Le document technique : Attestations AQC,
- Les règles de l'APSAD,
- Les règles FM global,
- Les essais demandés par le Bureau de Contrôle.

Le fonctionnement correct des installations et équipements est vérifié au cours de ces essais, ainsi que leurs caractéristiques de débit, rendement, acoustique, sécurité, etc. La matérialité de ces essais est consignée sur un procès-verbal rédigé par le BET concerné, et remis lors de la visite préalable à la réception.

Les vérifications portant sur les équipements techniques seront systématiques et en aucun cas, il ne sera procédé à des sondages y compris sur les équipements en nombre (Unités terminales de climatisation par exemple). Si les résultats des essais sont défavorables, le titulaire devra apporter à ses frais toutes corrections permettant d'atteindre les objectifs, ainsi que la prise en charge des réfections des dommages causés du fait de ces essais défavorables, aux travaux des autres titulaires.

Dans l'hypothèse où les essais ne seraient pas satisfaisants, tant sur le plan des délais que sur celui de la qualité, le MOE proposera au Maître d'ouvrage de les faire réaliser par un organisme spécialisé de son choix aux frais du titulaire et après une simple mise en demeure d'avoir à remédier aux défauts relevés, demeurée infructueuse quinze (15) jours après sa réception.

Cette intervention extérieure ne peut en aucun cas dégager de ses obligations contractuelles du titulaire responsable. Si les résultats acoustiques sont défavorables, le titulaire doit à ses frais toutes corrections, tous nouveaux essais acoustiques ainsi que la prise en charge des réfections des dommages causés. Tous les frais d'exécution des essais et vérifications de fonctionnement des installations, ainsi que les frais d'établissement et de production des fiches d'essais et procès-verbaux en autant d'exemplaires que nécessaire, sont dus par le titulaire, au titre du marché.

Dans le cas où certains essais et réglages doivent, conformément aux stipulations du cahier des clauses techniques particulières (CCTP), être exécutés après une durée déterminée de fonctionnement ou à certaines périodes de l'année, ces essais et réglages peuvent être effectués pendant la période de parfait achèvement à une date définie par la Maîtrise d'œuvre.

10.6 Réception

10.6.1 Dispositions applicables à la réception

La réception se déroule comme il est stipulé à l'article 41 du CCAG-Travaux du 30 mars 2021, compte tenu des compléments suivants : le pouvoir adjudicateur et le maître d'œuvre sont avisés par le(s) titulaires(s) de chaque lot de la date à laquelle les travaux sont ou seront considérés comme achevés. Par dérogation aux articles 41.1.2 et 41.1.3 du CCAG-Travaux du 30 mars 2021, dans le cas où le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage n'ont pas fixé de date des opérations préalables, la réception ne sera pas acquise. Pour tous les lots, la réception ne pourra être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante des épreuves définies dans les pièces techniques du marché.

10.6.2 Réception partielle et prise de possession anticipée

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité, en fonction des circonstances, de procéder à des réceptions partielles. S'il use de cette faculté, les conditions dans lesquelles se déroulera la réception partielle, et tout particulièrement la définition des ouvrages concernés, seront indiqués aux différents lots concernés lors des réunions de chantier.

10.6.3 Visite de réception

La visite sera organisée par le MOE. Le Maître d'ouvrage procède à la visite de Réception assisté de l'Architecte MOE et de l'OPC en présence du titulaire. Si les travaux sont inachevés ou présentent des malfaçons ou qu'il subsiste des réserves, le Maître d'ouvrage peut de plein droit refuser la réception,

considérant que le programme n'est pas achevé au sens des critères définis au contrat. Un procès-verbal constatant le refus de Réception sera établi contradictoirement.

Nonobstant ce qui est dit ci-dessus aux termes de la procédure de réception suivie par les parties, certaines prestations pourraient, d'un commun accord, n'être exécutées qu'après la remise des clés pour faciliter les opérations d'aménagement du Maître d'ouvrage. La date du procès-verbal de réception constituera le point de départ des garanties légales.

10.6.4 Procès-verbal de réception ou de refus de réception

Le MOE dressera, au cours de la visite de réception, le procès-verbal de réception, accompagné ou non de la liste des réserves, ou le procès-verbal de refus de réception. Il est signé par le Maître d'ouvrage et est remis ensuite au titulaire. Il est rappelé que ce procès-verbal de réception comprend le Rapport Final du Bureau de Contrôle.

10.6.5 Entrée en possession par le Maître d'ouvrage

Dans le cas où la réception ne peut être prononcée du fait d'un retard imputable exclusivement au titulaire, le Maître d'ouvrage peut prendre possession, sans plus attendre, des ouvrages non encore entièrement terminés. Cette prise de possession n'équivaut en aucun cas à une réception tacite de l'ouvrage. Dans ce cas, le Maître d'ouvrage fera dresser à ses frais un état des lieux et des ouvrages réalisés.

10.6.6 Maintenance

Le titulaire devra fournir deux (2) mois avant la réception des lots techniques, les propositions de contrats de maintenance couvrant une période d'un (1) an. Les contrats doivent tenir compte des prescriptions énoncées dans le dossier des interventions ultérieures sur l'ouvrage (DIUO), dossier qui sera intégré aux contrats d'entretien. Le stock de pièces et fournitures de maintenance doit être remis le jour de la réception. Les éléments de ce stock seront neufs, parfaitement emballés et étiquetés.

10.6.7 Réserves à la réception

Dans le cas où des réserves seraient formulées lors de la réception, le titulaire devra les lever dans un délai de quinze (15) jours calendaires. En outre, 15 jours calendaires après mise en demeure restée infructueuse, le Maître d'ouvrage se réserve le droit de faire exécuter les travaux nécessaires à la levée des réserves par une autre entreprise aux frais du titulaire, en application de l'article 19 du présent document relatif aux pénalités.

Enfin, dès lors que le titulaire interviendrait au-delà du délai précité, ses interventions ne pourront se faire qu'en dehors des heures d'activité du site et après acceptation du planning d'intervention par le Maître d'ouvrage et/ou l'Utilisateur. Le Maître d'Ouvrage se réserve la possibilité de mettre à la charge du titulaire tout frais de gardiennage nécessaire lors de ses interventions. En cas de levée effective des réserves par du titulaire, il sera alors établi contradictoirement un procès-verbal de levée de toutes les réserves.

10.7 Remise des documents fournis après l'exécution

Le titulaire remettra au Maître d'ouvrage tous les documents qui pourraient lui être utiles, et notamment ceux visés ci-après. Ces documents seront remis sous forme papier et informatique.

10.7.1 Documents à remettre deux (2) mois avant les OPR

- Les documents relatifs au fonctionnement, à la garantie et à la maintenance des ouvrages, installations ou éléments d'équipements, tous les cahiers des charges et cahiers de recettes détaillés relatifs aux installations et matériels techniques, tels que notamment GTB, climatisation, contrôle d'accès et électricité et plus généralement tous documents relatifs aux lots techniques pour qu'un futur gestionnaire puisse avoir une bonne compréhension du fonctionnement de l'Immeuble et de ses caractéristiques ;
- Les offres de contrat de maintenance et d'entretien faites par les entreprises intervenant sur le chantier au Maître d'ouvrage, les équipements et les espaces verts.

10.7.2 Documents à remettre à la réception

- La liste des différents intervenants à l'acte de construire avec leurs adresses et numéros de téléphone ;
- Si elle existe pour le corps d'état concerné, l'attestation de qualification professionnelle de chacune des entreprises ayant participé à la réalisation du Programme en qualité d'entreprises principales et/ou sous-traitantes de 1er rang ;
- Le rapport final du bureau de contrôle technique, avec ses éventuelles réserves, établi au jour de la réception des travaux ;
- - Les procès-verbaux d'essai des équipements ;
- Les attestations visées par le CONSUEL pour les installations électriques ;
- Les attestations d'assurance de responsabilité civile décennale des intervenants ;
- Le DIUO provisoire établi par le coordonnateur de santé-sécurité conformément aux dispositions de l'article R. 238-38 du code du travail ;
- Le DOE, les plans et documents de récolement de l'ensemble des ouvrages exécutés incluant les notes de calcul ainsi que les plans complets de structure et les plans techniques, toutes les notices de fonctionnement et tous les documents nécessaires pour l'exploitation et l'entretien de l'ensemble immobilier, les spécifications de pose, les conditions de garantie des fabricants attachées à ces équipements, ainsi qu'une notice technique détaillant d'une façon précise la liste des matériaux matériels et appareils mis en œuvre, avec marques et références (en 3 exemplaires papiers et 3 supports numériques – pour chaque lots techniques) ;
- Les procès-verbaux de classement au feu des matériaux et matériels utilisés ;
- Les notes de calcul, fiches d'essai et état du réglage des installations techniques ;
- Les constats d'évacuation des déchets ;
- Pour ce qui concerne les notices de fonctionnement et d'entretien, leur non-fourniture dans les délais prévus au présent article entraînerait l'exploitation et l'entretien des ouvrages visés aux soins et aux frais du titulaire jusqu'à production des dits documents.

10.7.3 Documents à remettre dans les trente (30) jours de la réception

- Le DIUO définitif établi par le coordonnateur de santé sécurité conformément aux dispositions de l'article R. 238 du code du travail ;
- Le rapport final du bureau de contrôle technique sans avis défavorables ou suspendus.

ARTICLE 11 : GARANTIES

Les conditions de garantie sont celles précisées dans l'offre technique du titulaire. Conformément au minimum légal, elles ne doivent pas avoir d'incidence financière.

Seule la réception définitive fait débuter les différentes garanties légales (prévues à l'article 44 du CCAG), à savoir :

- Garantie de parfait achèvement des travaux d'un an (1) ;
- Garantie de bon fonctionnement des matériels conformes aux exigences du présent document ou à défaut d'indication de deux (2) ans minimum ;
- Garantie décennale.

Le marché prend fin à compter de la réception définitive des travaux par le maître d'ouvrage. Néanmoins, la fin du marché ne dégage pas le titulaire de son obligation de garantir le parfait achèvement des travaux.

11.1 Garantie de parfait achèvement

Le titulaire est tenu, dans un délai d'une (1) année à compter de la réception définitive des travaux, à la réparation de tout désordre signalé (si des réserves ont été faites lors de la réception) ou ceux qui sont apparus après la réception (ce peut être des malfaçons, des réalisations non conformes ou des travaux non exécutés).

Une retenue de garantie de 5% est effectuée au paiement de chaque facture, qui constitue une garantie de nature à permettre au maître d'ouvrage de s'assurer que dans les trois cent soixante-cinq (365) jours suivant la réception de l'ouvrage, toutes les éventuelles réserves ont bien été prises en compte par le titulaire. Le solde total de 5% du prix du marché est versé au titulaire à l'issue de la réception définitive des travaux et de la levée de cette garantie.

Cette retenue de garantie de 5% du montant du marché est constituée progressivement par retenue d'un même pourcentage à chaque état d'avance.

Le maître d'ouvrage peut faire exécuter, au frais et risques du titulaire défaillant, la réparation de tous les désordres relevant de la garantie de parfait achèvement des travaux, après une mise en demeure restée infructueuse.

Le maître d'œuvre procède à une visite de parfait achèvement à l'expiration du délai de garantie, le titulaire peut également être convoqué. En cas d'absence du titulaire de ses opérations, il en est fait mention au procès-verbal, qui lui est alors notifié.

Durant l'année de parfait achèvement, la maîtrise d'œuvre intervient en cas de désordres liés aux travaux auprès de l'entreprise afin d'y remédier.

11.2 Garantie de bon fonctionnement

Pour la garantie de bon fonctionnement « garantie biennale », pendant deux ans à compter de la réception (article 1792-3 du code civil).

Cette garantie s'étendra à tous les éléments d'équipements du bâtiment qui ne font pas indissociablement corps, au sens de l'article 1792-2 du Code Civil, avec les ouvrages de viabilité, de fondation, d'ossature, de clos ou de couvert.

11.3 Garantie décennale

La garantie pendant dix ans à compter de la réception, définie aux articles 1792 et 2270 du Code Civil et concernant tous dommages, même résultant d'un vice du sol, qui :

- Compromettent la solidité de l'ouvrage, ou,
- Affectent l'ouvrage dans un de ses éléments constitutifs ou l'un de ses équipements le rendant impropre à sa destination.

Conformément à l'article 1792-2 du code civil, cette garantie de dix ans sera étendue aux dommages qui affectent la solidité des éléments d'équipements lorsque ceux-ci font indissociablement corps avec les ouvrages de viabilité, de fondation, d'ossature, de clos ou de couvert.

11.4 Délais de reprise et de réparation pendant la durée de la période de garantie

Le titulaire désignera dès la réception des bâtiments un responsable SAV unique et permanent, que le MOE et le Maître d'ouvrage pourront joindre tous les jours de l'année de parfait achèvement.

Il est expressément convenu que les délais d'intervention du titulaire responsable d'un désordre ne devront pas dépasser :

- 3 jours calendaires au maximum après mise en demeure préalable dans les cas urgents (ouvrages présentant un danger pour la sécurité ou la tranquillité des personnes, fuites, arrêt de fonctionnement d'un appareil ou d'un équipement, etc ...)
- 15 jours calendaires dans les autres cas (sauf impossibilité matérielle démontrée).
-

Les délais ainsi précisés s'appliqueront aux garanties de parfait achèvement à l'exclusion de celles rentrant dans le cadre des garanties de bon fonctionnement et décennale. Passé ces délais et après mise en demeure restée infructueuse, les travaux pourront être exécutés par toute entreprise choisie par le Maître d'ouvrage, aux frais et risques du titulaire.

ARTICLE 12 : PROVENANCE, QUALITES, PRISE EN CHARGE

12.1 Provenance des matériaux et produits

Le présent cahier des clauses techniques particulière (CCTP) fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction, dont le choix n'est pas laissé au titulaire, ou n'est pas déjà fixé par les pièces constitutives du marché, ou déroge aux dispositions des dites pièces. Le Maître d'ouvrage a le droit, à tout moment, de demander au titulaire les documents justifiant leur provenance et leur qualité.

La terminologie applicable aux matériaux et aux ouvrages est celle définie par l'AFNOR et le REEF. Sous réserve de conformité avec les prescriptions du présent document, travaux et acceptation du Maître d'ouvrage, l'utilisation de matériaux, matériels, outillages et fournitures d'origine étrangère n'est pas interdite.

Cette possibilité sera valable pour tous produits en provenance de l'Union européenne et pour les produits d'autres provenances sous les réserves formulées ci-après et respectant la réglementation en matière d'importation.

En tout état de cause, les produits concernés, quelle que soit leur origine, devront être conformes aux normes françaises ou équivalentes sur le territoire de l'Union européenne ou avoir fait l'objet d'un avis favorable de l'organisme officiel français ou européen compétent pour le produit considéré. Il reste entendu que le choix d'un produit d'origine étrangère ne saurait autoriser le titulaire à se prévaloir d'un droit quelconque à déroger à ses obligations contractuelles, entre autres retard des travaux dû à un délai de livraison important ou refus d'autorisation d'importation, demande de majoration de prix du fait des cours des changes, des droits de douane, etc.

Par ailleurs, en cas d'utilisation d'un matériel ou de matériaux étrangers, il sera exigé suivant le cas :

- Soit l'accord du service national compétent (service des Mines à titre d'exemple),
- Soit procès-verbaux d'essais en laboratoires permettant leur identification et correspondance aux normes françaises. Les démarches et frais occasionnés de ce fait seront à la charge exclusive du titulaire concerné.

12.2 Echantillons et prototypes

12.2.1 Echantillons – prototypes

Il appartiendra au titulaire de présenter à ses frais, dans les délais indiqués dans le calendrier prévisionnel d'exécution puis le calendrier détaillé d'exécution tous les échantillons et modèles ou maquettes d'éléments demandés au cahier des clauses techniques particulières (CCTP) propres à chaque lot, par le Maître d'ouvrage. Les échantillons témoins conservés dans un local du bureau de chantier ne pourront, sauf dérogation explicite, être récupérés pour être incorporés dans les ouvrages.

Les dates de présentation des échantillons seront déterminées sous la responsabilité du titulaire, de telle façon que pour chaque échantillon présenté et compte tenu du délai d'examen fixé aux cahier des clauses techniques particulières (CCTP) propre à chaque lot, aucun retard ne soit entraîné. Les retards qui surviendraient du fait de la non-observation des prescriptions précédentes seront sanctionnés comme des retards d'exécution.

Aucune commande de matériel ne pourra être passée avant l'accord du Maître d'ouvrage concerné sur les échantillons présentés, consigné sur un registre réservé à cet effet. Chaque échantillon sera présenté

accompagné de la documentation commerciale et de la fiche technique donnant l'intégralité de ses caractéristiques techniques, ainsi que (le cas échéant) le procès-verbal de classement, l'avis technique du CSTB, la fiche ACV (Analyse de cycle de vie), justificatifs de provenance des bois, etc... Si le titulaire souhaite proposer une variante, obligation lui est faite de présenter sa variante et l'équipement prévu au CCTP/DPGF dans les mêmes conditions que ci-dessus, complétée par une étude comparative indiquant clairement les avantages et inconvénients de chacune des solutions présentées. L'Architecte pourra refuser la proposition de variante proposée, sans avoir à justifier de sa décision.

Ce n'est qu'après accord du Maître d'ouvrage et/ ou de l'Architecte que les échantillons et prototypes seront considérés comme acceptés pour être mis en œuvre. Le titulaire sera tenu d'apporter toutes modifications aux ouvrages prototypes jugées nécessaires, pour obtenir l'accord de l'Architecte et du Maître d'ouvrage.

12.2.2 Choix définitif des matériaux et prestations

Ce n'est qu'à l'issue de la présentation des différents locaux témoins et prototypes, et de leur validation par l'Architecte et le Maître d'ouvrage que les matériaux et prestations seront définitivement retenus pour être mis en œuvre pour la réalisation de l'opération.

12.2.3 Qualités – Vérifications – Essais et épreuves des matériaux et produits

Le CCTP propose à chaque lot définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du CCAG-Travaux du 30 mars 2021 concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier.

Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) précise quels matériaux, produits et composants de construction feront l'objet de vérifications ou de surveillance à la fabrication, dans les usines, magasins et carrières du titulaire ou de sous-traitants et fournisseur, ainsi que les modalités correspondantes.

Le Maître d'ouvrage peut décider de faire exécuter des essais et vérifications en sus de ceux définis par le marché :

- S'ils sont effectués par le titulaire, ils seront rémunérés par application d'un prix de bordereau ou en dépenses contrôlées.
- S'ils sont effectués par un tiers, ils seront rémunérés par le Maître de l'Ouvrage.
- Dans le cas contraire, les essais sont intégralement à la charge de l'entreprise.

12.3 Implantations des ouvrages

Les entreprises titulaires des travaux de : INSTALLATION DU CHANTIER/ CURAGE/ DÉSAMIANTEMENT / STRUCTURE et MACONNERIE/ PIERRE DE TAILLE / PLÂTRERIE / CARRELAGE devront, en accord avec toutes les entreprises intervenant sur le chantier, tous les tracés et implantations des distributions intéressant les travaux de structure.

Ces tracés, qui devront figurer sur les planchers BA ou coffrages en temps opportun, seront effectués par l'entreprise titulaire des travaux de Gros œuvre / Maçonnerie et à ses frais. Toutefois, obligation est faite à chacune des entreprises intéressées et notamment aux entreprises titulaires des travaux de plâtrerie, menuiserie, métallerie, plomberie, électricité et chauffage, d'apporter aide et collaboration à l'entreprise titulaire des travaux de INSTALLATION DU CHANTIER/ CURAGE/ DÉSAMIANTEMENT / STRUCTURE et MACONNERIE/ PIERRE DE TAILLE / PLÂTRERIE / CARRELAGE.

ARTICLE 13 : ETAT DES LIEUX – CONSTATS – NETTOYAGE

13.1 Référé – Etats des lieux – constats

Le titulaire reconnaît d'ores et déjà avoir procédé à la reconnaissance des lieux en vue d'apprécier l'importance, l'état et la disposition du terrain. De ce fait, il a une entière connaissance des lieux de l'ouvrage, de l'existant et des avoisinants, ainsi que toutes les contraintes ou sujétions y afférents et a eu la possibilité d'effectuer ou de demander que soit effectué tout sondage ou reconnaissance de quelque nature que ce soit, nécessaire à l'exécution parfaite de ces prestations.

En conséquence, le titulaire ne pourra en aucune façon arguer l'absence ou de l'insuffisance d'information ou de renseignement postérieurement à la conclusion du marché pour s'exonérer de sa pleine et entière responsabilité dans l'exécution de ce contrat, pour le dispenser d'exécuter tout ou partie des travaux, de demander toute modification des conditions du marché, ou faire l'objet en cours d'exécution d'une demande de supplément de prix ou de dépassement du délai. Il en sera de même en cas de transmission au titulaire d'informations inexactes ou incomplètes, le titulaire étant supposé vérifier l'exactitude des renseignements qui lui sont communiqués.

Avant tout commencement des travaux, le titulaire devra faire établir tous les états des lieux notamment avec le MOA ou MOE, photos, relevés, etc. utiles à définir sa responsabilité vis à vis des tiers privés et publics. La copie de ces constats sera communiquée au MOE et au Maître d'ouvrage. En cas de travaux sur des réseaux existants (déplacements, reprises, branchements, etc.), le titulaire fait contrôler, par le Maître d'œuvre et le titulaire concerné, avant fermeture des tranchées le cas échéant, les travaux effectués.

13.2 Implantation des ouvrages

Le titulaire doit l'implantation (compris altimétrie) de ses ouvrages à partir des documents du marché, qu'il devra vérifier préalablement avant la signature des pièces contractuelles, et assume l'entière responsabilité de ses implantations.

13.3 Garde et conservation des ouvrages

Le titulaire est responsable de la garde et de la bonne conservation des ouvrages exécutés par lui. Il a la charge de toutes les conséquences des dégradations ou dommages éventuellement subis par les ouvrages, fournitures, outillages et approvisionnements en cours d'exécution et jusqu'à la réception des travaux.

13.4 Nettoyage du chantier

Le titulaire doit laisser le chantier propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution des travaux dont il est chargé ; il fera son affaire de l'évacuation de ses propres déchets. Chaque entreprise doit procéder à la protection de l'ouvrage ou des parties d'ouvrages déjà réalisées, au nettoyage, à la réparation et à la remise en état des installations qu'elle aura salies ou détériorées.

L'Entreprise de gros œuvre a la charge de l'enlèvement des déblais excédentaires et de leur transport aux décharges publiques. En cas de manquement aux obligations de nettoyage et 2 jours calendaires après avoir convoqué et averti l'entreprise, le MOE et la MOA pourra avoir recours à une entreprise de nettoyage dont les frais devront être supportés par le titulaire en défaut.

ARTICLE 14 : SECURITE DES PERSONNES ET DES BIENS

14.1 Organisation et installation du chantier

Les modalités d'installation, d'organisation, de sécurité et d'hygiène du chantier sont celles prévues par l'article 31 du CCAG-Travaux du 30 mars 2021 et précisées par les descriptifs techniques du présent marché. Le titulaire doit prendre toutes mesures d'ordre et de sécurité propres à éviter des accidents, tant à l'égard du personnel qu'à l'égard des tiers.

Pour l'installation des chantiers, dépôts provisoires de matériels et matériaux, le titulaire bénéficie de l'emprise du terrain qui sera définie par le maître d'ouvrage. Lesdits emplacements doivent être remis en état par le titulaire à la fin des travaux avant l'expiration du délai d'exécution.

Tous ces ouvrages sont maintenus en parfait état. Les réparations nécessaires doivent être effectuées par des effectifs qualifiés. Les frais entraînés par l'application du présent alinéa sont supportés par le titulaire. Aucun dépôt de matériel ou matériaux et aucun atelier de chantier ne doivent être établis à l'intérieur des bâtiments sauf disposition contraire du projet d'installation de chantier ou autorisation écrite spéciale du maître d'œuvre. Le maître d'œuvre se réserve un droit de contrôle sur les installations complémentaires réalisées par le titulaire.

Le titulaire ne peut s'opposer ni prétendre à supplément si des travaux confiés par le maître de l'ouvrage à d'autres entreprises l'obligent à réduire les emprises mises à sa disposition de même que si ces travaux nécessitent la modification des installations de chantier.

14.2 Rendez-vous de coordination et rendez-vous de chantier

Le titulaire convoqué est tenu d'assister aux rendez-vous de coordination organisés à la demande du maître d'œuvre, du CSPS et du CT. Il assiste aux rendez-vous de chantier, organisé par le maître d'œuvre, leur fréquence étant fixée lors de la préparation de chantier.

A compter de l'ordre de service et jusqu'à l'achèvement des travaux du titulaire du marché aura en permanence sur le chantier un responsable qualifié, ayant tous pouvoirs pour régler toutes questions concernant l'exécution des travaux, habilité à recevoir les instructions de la maîtrise d'œuvre et à suivre leur bonne exécution. L'absence d'un titulaire ou son remplacement par une personne insuffisamment qualifiée pour le représenter, notamment pour donner les ordres nécessaires sur le champ aux agents de l'entreprise sur le chantier, entraîne la responsabilité du titulaire défaillant.

En dehors de cette période, le représentant de l'entreprise devra se tenir à la disposition de la maîtrise d'œuvre pour toutes questions concernant le chantier. Ce responsable devra être agréé par la Maîtrise d'œuvre et ne pourra être changé pendant la durée du chantier, excepté demande justifiée et acceptée par la Maîtrise d'œuvre.

La diffusion des comptes rendus de chantier sera assurée par le Maître d'œuvre. Les procès-verbaux seront considérés comme tacitement approuvés sans réserve, s'ils ne font pas l'objet de remarques écrites dans un délai de deux (2) jours à compter de la date de diffusion du compte rendu.

14.3 Mesures de sécurité et d'hygiène

Le projet des installations du chantier indique, notamment, la situation sur plan des locaux pour le personnel, de leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation : ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs et répondent aux normes sanitaires de la législation en vigueur sur le territoire français.

Les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier doivent toujours être adaptées. Les normes des locaux mis à disposition sont au moins égales en nombre et en qualité à celles des règlements et des conventions collectives en vigueur.

Les accès aux locaux du personnel doivent être assurés depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

Le titulaire doit respecter les dispositions de l'article L.5212-1 à 4 du code du travail sur l'emploi des travailleurs handicapés.

14.4 Mesure d'ordre social

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail. Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du pouvoir adjudicateur, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du pouvoir adjudicateur, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants. En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 46.3.1 du CCAG-Travaux du 30 mars 2021.

En application de l'article D. 8222-5 du code du travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article. Dans le cas de groupement, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

14.5 Dispositions applicables en cas d'intervenants étranger ou détachés

En application des articles D. 8222-7 et 8 du code du travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D. 8254-2 à 5 du code du travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L. 5221-2, 3 et 11 du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D. 8254-2 à 5 du code du travail. La monnaie de compte du marché est l'euro. Le prix, libellé en euros, reste inchangé en cas de variation de change.

En application de l'article L. 1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit au maître d'ouvrage une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

ARTICLE 15 : RESPONSABILITE ET ASSURANCE

A l'issue de la procédure, le titulaire retenu devra justifier, dans les quinze (15) jours suivant la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire :

- D'une assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-4-1 du code civil au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie ;
- D'une assurance garantissant les tiers en cas d'accident ou de dommages causés par l'exécution des travaux découlant des articles 1240 à 1242 du code civil.

Par « titulaire », il faut entendre, dans le cas d'un groupement d'entreprise, chaque cotraitant, ainsi que chaque sous-traitant.

15.1 Assurances personnelles du titulaire

15.1.1 Assurance décennale

Le titulaire devra justifier de la souscription d'une police de RESPONSABILITE CIVILE DECENNALE en état de validité selon les modalités en vigueur au jour de la déclaration d'ouverture de chantier. Compte tenu de l'importance de chantier, il veillera à ce que ses polices d'assurance s'appliquent sans réserve.

Ce contrat doit comporter les garanties :

- RESPONSABILITE DECENNALE au sens des articles 1792, 1792-1, 1792-2 et 1792-41 du code civil, selon les dispositions conformes à la Loi n° 78-12 du 4 Janvier 1978, et ses textes subséquents, notamment l'ordonnance 2005-658 du 8 juin 2005, le décret 2008-1466 du 22 décembre 2008 et l'arrêté du 19 novembre 2009 ;
- BON FONCTIONNEMENT minimale de deux ans des éléments d'équipement au sens de l'Article 1792-3 du code civil,
- DOMMAGES IMMATERIELS consécutifs à sinistres découlant des alinéas ci-dessus, avec extension aux DOMMAGES CONSECUTIFS AUX TRAVAUX NEUFS, subis par les parties anciennes de la construction, non totalement incorporées aux ouvrages neufs au sens de l'article L. 243-1-1 du code des assurances (dans le cas d'opération de travaux sur existants).

La police s'appliquera sans restriction ni limites, compte tenu à la fois des obligations figurant à son contrat d'assurance, des caractéristiques techniques des travaux qui lui sont confiés, ainsi qu'en cas d'utilisation de produits et/ou techniques et/ou procédés non courants et/ou non traditionnels. Les garanties doivent être acquises du fait des travaux donnés en sous-traitance.

15.1.2 Sommes assurées

Les montants de garanties devront être en accord avec les risques encourus sans être inférieurs, en ce qui concerne la garantie RC décennale obligatoire, à un minimum par sinistre de :

- 3 millions d'euros pour les traitants directs dont les marchés de travaux concernent la structure et le gros-œuvre selon la classification des rubriques de la nomenclature d'activités FFSA ;
- 2 millions d'euros pour les autres traitants directs.

Ce montant s'entend avec abrogation de la règle proportionnelle.

15.1.3 Responsabilité civile à l'égard des tiers

L'entreprise devra justifier de la souscription d'une police de Responsabilité Civile en vigueur à l'époque des travaux. Cette police aura pour objet de garantir tant pendant les travaux qu'après réception et ce, aussi longtemps que la responsabilité de l'entreprise peut être recherchée, les conséquences pécuniaires des responsabilités de toute nature notamment celles découlant des articles 1240 et 1242 et suivants du code civil à raison de dommages corporels, matériels et/ou immatériels consécutifs ou non, causés aux tiers ou au Maître d'ouvrage.

La garantie doit être acquise du fait des travaux donnés en sous-traitance.

Les montants des garanties devront au minimum être aux niveaux suivants :

- Entreprise(s) du gros œuvre :
 - o Tous dommages confondus : 2.500.000 €
 - o Dont dommages matériels et immatériels : 1.000.000 €
 - o Dont dommages immatériels non consécutifs : 500.000 €
- Autres entreprises :
 - o Tous dommages confondus : 1.500.000 €
 - o Dont dommages matériels et immatériels : 600.000 €
 - o Dont dommages immatériels non consécutifs : 300.000 €

Les montants indiqués ci-dessus s'entendent par sinistre avant réception ainsi que par sinistre et par an, après réception.

15.2 Assurance des sous-traitants

Le titulaire ou chaque co-traitant s'il s'agit d'un groupement, fera son affaire de s'assurer que ses sous-traitants sont titulaires de garanties suffisantes.

Cas particulier des groupements et de la sous-traitance :

Si le titulaire est un groupement, le mandataire devra fournir au Maître d'Ouvrage une attestation pour chacun des membres qui composent le groupement, justifiant la souscription des polices spécifiques à leur domaine d'intervention respectif précisé dans l'Acte d'Engagement. Il est tenu de se faire justifier par ses sous-traitants éventuels qu'ils ont eux-mêmes souscrit des polices d'assurances comportant les mêmes garanties que celles qui lui sont demandées pour les prestations qu'ils réalisent.

Il fera son affaire de la collecte des attestations d'assurance de ses sous-traitants afin de les produire à toute réclamation du maître d'ouvrage.

Contenu des contrats d'assurance & libellé des attestations :

Le titulaire ainsi que les co-traitants ou sous-traitants désignés dans le marché devront souscrire un contrat garantissant :

- L'intégralité des conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant lui incomber, à quelque titre que ce soit, y compris du fait de ses sous-traitants à la suite de dommages corporels, matériels et/ou immatériels consécutifs ou non, causés aux tiers, y compris le maître d'ouvrage, du fait ou à l'occasion de la réalisation des travaux, objets du présent marché ;
- L'attestation devra préciser :
 - o La liste exacte des activités pour lesquelles le titulaire est garanti ;
 - o La période de validité ;
 - o La nature des garanties ;
 - o Les capitaux garantis en tenant compte du montant minimum indiqué ci-dessous ;
 - o Les éventuelles franchises ;

- Les éventuelles conditions suspensives ou de validité des garanties.

En outre, il fournira une attestation similaire à chaque échéance de sa police pendant toute la durée du chantier. Sur simple demande du Maître d'ouvrage, l'Entreprise devra justifier, à tout moment, du paiement de ses primes d'assurances. Le Maître d'ouvrage pourra suspendre les paiements au titulaire si ce dernier ne produit pas ces justifications.

ARTICLE 16 : MODIFICATION DU MARCHÉ

Les dispositions de l'article 30 du CCAG-Travaux du 30 mars 2021 s'appliquent. Toute modification ne peut valablement être faite que par un document signé par chacune des parties. En application des articles R.2194-1 à 10 du code de la commande publique, le présent marché peut être modifiés quel que soit le montant de la modification, dans les circonstances suivantes.

16.1 Changement affectant les prestations

- Si des travaux supplémentaires ou des modifications sont rendues nécessaires à leur exécution ;
- Dans le cas d'un retard dans l'exécution d'opérations préliminaires (obtention d'autorisations administratives, travaux préalables et objets d'un autre marché...), conformément à l'article 18.2.2 du CCAG-Travaux du 30 mars 2021 en cas de pénurie de matières premières et/ou de matériaux et engendrant le report de livraison de ces derniers ;
- En cas de report de la livraison des travaux dû à la survenance d'un événement extérieur au contrat (événement climatique susceptible par son ampleur ou sa durée d'entraver l'exécution, risque sanitaire majeur...) rendant impossible la livraison aux dates initiales attendues. Dans l'hypothèse d'un report, il n'est prévu ni indemnisation, ni actualisation des prix ;

16.2 Changement affectant la société

L'information doit être faite au maître d'ouvrage, par le titulaire dès qu'il en a connaissance, et les documents transmis dès leur établissement, en cas de :

- Changement de raison sociale, ou de dénomination sociale ou de compte à créditer,
- Changement dans la structure de l'entreprise entraînant ou non la création d'une nouvelle personne morale,
- Transformation de la SA en SARL,
- Reprise en location gérance,
- Fusion, absorption, scission...,
- Mise en redressement judiciaire, (poursuites d'activité),
- Le titulaire du marché s'engage à transmettre au maître d'ouvrage les documents précisant les modifications intervenues au cours du marché tels que :
 - Copie de la publicité parue au journal d'annonces légales,
 - Copie du procès-verbal de l'assemblée générale de la société relatant la décision,
 - Copie de l'ordonnance du tribunal de commerce,
 - Extrait KBIS ;
- En cas de cession du contrat au profit d'un nouveau titulaire dans le cadre d'une restructuration de l'entreprise titulaire, à certaines conditions ;
- En cas de reprise de l'exécution du marché par un mandataire qualifié de l'acheteur.

Toutefois, il est entendu que ces modifications ne peuvent avoir pour effet de changer la nature globale du marché. Par voie de conséquence, la clause de réexamen fait l'objet d'une décision écrite de l'acheteur et est notifiée au titulaire par tout moyen permettant d'attester sa bonne réception. A ce titre, les dispositions prévues à l'article 54 du CCAG-Travaux du 30 mars 2021 sont applicables.

ARTICLE 17 : ACCORD DE CONFIDENTIALITE – NDA

La présente clause a pour objet d'encadrer les modalités de non-divulgence des informations dans le cadre de l'exécution du présent marché.

Les dispositions de l'article 5 du CCAG-Travaux du 30 mars 2021 s'appliquent.

17.1 Informations confidentielles

Les « Informations Confidentielles » désignent l'ensemble des informations de quelque nature que ce soit et sous quelque forme que ce soit, tels les données, les documents de toute nature, toute information technique, commerciale, stratégique, financière ou de toute autre nature, tous échantillons, toutes spécifications, tous dessins, tous logiciels, tous modèles, tous rapports, tous descriptifs et toutes études, appartenant à la Comédie-Française, qui sont portées à la connaissance du titulaire dans le cadre du marché.

17.2 Clause de confidentialité

Le titulaire du marché est astreint à une obligation de confidentialité de résultat. Le titulaire s'engage à respecter, de façon absolue, la non-divulgence, à qui que ce soit et de quelque manière que ce soit, toute information confidentielle, sans l'accord préalable de la Comédie-Française. Le titulaire s'engage à respecter les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel ou ses sous-traitants, c'est à dire notamment à (liste non-exhaustive) :

- Ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés par le pouvoir adjudicateur et utilisés par le titulaire à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent marché ;
- Ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au présent marché ;
- Ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- Prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du marché ;
- Prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent marché. Le Comédie-Française se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraît utile pour constater le respect des obligations précitées par le titulaire.

17.3 Exceptions

Les stipulations qui précèdent ne s'appliquent pas aux informations suivantes :

- Informations qui, lors de leur révélation, sont du domaine public ou qui deviennent du domaine public sans violation des présentes ;
- Informations dont le titulaire peut prouver qu'elles étaient en sa possession lors de leur révélation et qu'elles n'ont pas été acquises directement ou indirectement auprès de la Comédie-Française ;
- Informations dont le titulaire peut prouver qu'elles ont été acquises à titre non confidentiel auprès d'une source autre que la Comédie-Française.

La charge de la preuve de ces exceptions incombe à la partie qui s'en prévaut. En cas de communication imposée par l'application d'une disposition légale ou réglementaire ou d'une décision de justice définitive, le titulaire ayant été contraint à ladite communication doit en informer préalablement et sans délai la Comédie-Française et s'engage à ne communiquer que ce qui est strictement nécessaire pour satisfaire à ses obligations.

17.4 Image de la Comédie-Française

Afin de garantir le contrôle de la Comédie-Française sur l'utilisation de son image, le titulaire ne pourra en aucun cas utiliser la marque de la Comédie-Française, ses filiales, ni leurs logos, ni citer le présent marché ni communiquer autour de la référence commerciale que constitue la Comédie-Française et ses filiales, sans convention explicite, écrite et délimitée dans le temps, précisant le support, les destinataires et le contenu de la communication. Chaque convention de cette nature sera visée préalablement par la direction de la Comédie-Française.

ARTICLE 18 : PROTECTION DES DONNEES

Le titulaire s'engage à respecter la réglementation applicable en matière de propriété intellectuelle, de protection des données personnelles, de respect de la vie privée, et plus généralement, il s'engage à respecter l'ensemble de la réglementation en vigueur. En particulier, le titulaire s'engage, conformément à respecter les réglementations relatives à l'informatique, aux fichiers et aux libertés de la CNIL et du RGPD.

Le titulaire connaît qu'il lui appartient d'effectuer les formalités et qu'il est seul responsable des traitements de données personnelles relatives à des personnes physiques effectués et des fichiers contenus dans son système d'informations.

ARTICLE 19 : PENALITES – RETENUES – PRIMES

Toutes les pénalités sont non révisables par dérogation aux dispositions fixées à l'article 19 du CCAG-Travaux du 30 mars 2021, et cumulatives. Les pénalités seront applicables, de plein droit, sur les décomptes mensuels et décomptes de fin de chantier sans qu'il soit nécessaire d'adresser à l'Entreprise une mise en demeure préalable. Par dérogation à l'article 19 du CCAG-Travaux du 30 mars 2021, le titulaire n'est pas systématiquement exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 euros HT pour l'ensemble du marché.

19.1 Pénalités et retenues en cas de retard dans l'exécution des travaux

Les dispositions suivantes sont appliquées, lot par lot, en cas de retard dans l'exécution des travaux, comparativement au calendrier détaillé d'exécution, éventuellement modifié, ou à défaut par rapport au calendrier prévisionnel.

Il est appliqué, le cas échéant cumulativement, pour chaque dépassement constaté par rapport à l'un des délais partiels figurant dans le calendrier détaillé d'exécution et tout particulièrement la mise à disposition du matériel à l'ouverture du chantier le 01 avril 2020 figurant dans le calendrier d'exécution détaillé établi par le titulaire du marché. Une pénalité égale à 1/1000e du montant hors taxes du marché, par jour calendaire de retard.

Ce montant est défini par référence au montant des travaux figurant à l'acte d'engagement (AE). En cas de dépassement du délai global d'exécution des travaux, et sans préjudice de l'application des pénalités visées à l'article précédent, il est appliqué, par jour calendaire de retard, une pénalité égale à 1/1000e du montant total hors taxe du marché.

En sus de cette pénalité, le titulaire indemniserait intégralement la Comédie-Française de tout préjudice financier découlant d'une incapacité d'activité théâtrale :

- Répétitions ;
- Conséquences artistiques ;
- Conséquences salariales ;
- Report ou annulation de représentations remboursement de salle en cas d'annulation ;
- Prolongation ou recherche d'un théâtre d'accueil jusqu'à réception des travaux ;
- Etc.

Le titulaire pourra solliciter l'annulation partielle ou totale des pénalités prévues aux alinéas précédents. Pour être recevable, la demande de remise devra être formulée par écrit et contenir l'exposé des motifs qui justifient la remise selon le titulaire.

Au vu de la demande, le maître d'ouvrage pourra, par décision spéciale et motivée, exonérer le titulaire des pénalités mises à sa charge, s'il estime :

- Soit que le retard constaté n'a pas eu d'incidence notable sur d'autres travaux, - Soit que le retard n'a pas affecté les conditions d'exécution des travaux relevant d'autres lots ;
- Soit que la méconnaissance d'un ou plusieurs délais partiels prévu par le calendrier d'exécution n'a pas eu pour effet une méconnaissance du délai global d'exécution des travaux énoncé à l'article ci-dessus ;
- Soit que la renonciation à recours par le titulaire concerné constitue une contrepartie suffisante à l'abandon des pénalités.

Le Maître d'ouvrage pourra également exiger un engagement irrévocable du titulaire concerné de renoncer, en contrepartie de la remise sollicitée, à toutes réclamations, contestations ou réserves déjà formulées ou susceptibles de l'être concernant le retard en question en l'état des éléments connus au jour de la demande. Ces pénalités sont applicables du simple fait de la constatation du retard par le Maître d'ouvrage et sans mise en demeure préalable.

19.2 Pénalités de retard d'exécution des prestations

Dès que le délai contractuel de réception des travaux par poste pour lequel le titulaire s'est engagé est dépassé (délai rappelé dans son offre technique et dans le calendrier détaillé d'exécution), il peut procéder à une demande de prolongation de délai qui donne lieu à une décision du pouvoir adjudicateur :

- Si la demande est acceptée, le retard ne donne pas lieu à des pénalités ;
- Si la demande est refusée, par dérogation à l'article 19.1.2 du CCAG-Travaux du 30 mars 2021, la pénalité journalière encourue par le titulaire en cas de retard dans l'exécution des travaux est fixée à 1/1000 du montant hors taxes du marché considéré.

Celui-ci peut encourir, sans mise en demeure préalable, une pénalité calculée par application de la formule suivante, courant à compter du refus de la demande par le pouvoir adjudicateur : $P = 1/1000 \text{ €} \times \text{nombre de jours de retard ouvrés}$

19.3 Retard sur une date clé ou une date jalon ou sur le délai d'exécution d'un lot

Le calendrier prévisionnel d'exécution définit les dates de fin de lot, ainsi que les principales dates jalons et dates clés dont la date et la définition exacte seront précisées lors de l'élaboration des calendriers détaillés d'exécution des travaux. Les dates jalons, points de passage intangibles, rythmeront le déroulement du chantier. Les dates clés toutes placées sur le chemin critique, définiront les enchaînements de tâches et devront permettre de respecter les dates jalons. Les fractions définissent des montants hors taxes en s'appliquant à la valeur de base augmentée des avenants et OS, appliqués respectivement aux lots concernés.

Le montant de la retenue provisoire pour ces dates clés, dates jalons ou fin de lot, et des pénalités définitives, est par jour calendaires : 1/ 2 000ème.

19.4 Autres pénalités diverses

Outre les pénalités en cas de retard évoquées ci-avant, les retenues forfaitaires provisoires décrites ci-après sont applicables dans le cadre de la réalisation de l'opération. Les montants indiqués correspondent à des retenues forfaitaires provisoires, en cas d'application des pénalités, elles sont cumulables entre elles.

Désignation	50€ HT	100€ HT	200€ HT
Non-respect des dispositions de l'organisation de chantier (autres que ceux mentionnés par ailleurs) : par jour calendaires		X	
Non-respect des dispositions de la charte de chantier à faible impact environnemental par jour calendaires		X	
Trouble à la circulation publique autour du chantier, arrêt ou stationnement interdit : le cas (cette retenue ne vient pas en substitution des amendes délivrées par l'autorité compétente)		X	
Travaux sur le domaine public sans signalisation et/ou protection efficace avec éclairages diurne et nocturne (cette retenue ne vient pas en substitution des amendes délivrées par l'autorité compétente)	X		
Défaut de gestion des flux entrant et sortant du chantier (service trafic représenté par son responsable)	X		
Manquement aux règles de nettoyage des véhicules en partance du chantier : le véhicule constaté		X	
Stationnement des véhicules de personnels ou de société dans l'enceinte des constructions sans autorisation de la Maîtrise d'œuvre	X		

Dépôt de matériel, matériaux, divers gravois en dehors des zones prescrites		X	
Brûlage de vieux bris sur place	X		
Toute action entraînant un défaut dans la signalisation du chantier		X	
Démontage non autorisé d'une partie de la clôture ou de protections collectives		X	
Défaut d'éclairage de chantier (circulations) par jour	X		
Défaut de nettoyage et d'évacuation des gravats affectée à un lot de travaux		X	
Dégradation des installations communes		X	
Défaut de nettoyage des installations communes après utilisation		X	
Non utilisation des équipements sanitaires prévus au titre des installations de chantier	X		
Défaut d'entretien et de maintenance des installations sanitaires		X	
Manquement aux obligations de nettoyage : par jour calendaires et local ou zone de 100 m² non nettoyée	X		
Défaut de mise en place ou dépose d'une protection collective sur le chantier		X	
Défaut de mise en place du trait de niveau et axes d'implantation ou défaut de signalétique interne	X		
Défaut d'encadrement sur le chantier : par jour calendaires		X	
Retard pour non-enlèvement des matériaux inemployés	X		
Retard dans la libération des espaces mis à disposition par le Maître de l'Ouvrage ou dans la dépose d'installation provisoire par jour calendaires		X	
Absence en réunion d'un représentant mandaté pour engager la responsabilité de l'Entreprise convoqué à ladite réunion, sauf s'il est dégagé de cette obligation par le Maître d'oeuvre NOTA : Un retard perturbant ces réunions et/ou visites pourra être assimilé à une absence.	X		
Retard dans la remise de documents de préparation du chantier et d'exécution, de plans « Bon pour Synthèse » ou « Bon pour Exécution » : par jour calendaires et par zone	X		
Retard dans la diffusion de documents de préparation du chantier et d'exécution, de plan, selon un nouvel indiçage faisant suite à avis défavorable ou visa avec observation	X		
Retard dans la présentation d'un prototype		X	
Retard dans la présentation d'un échantillon, d'un devis ou mémoire par jour calendaires	X		
Retard sur la remise des documents de méthodologie d'exécution, d'ordonnancement et de planification détaillée			X
Retard dans la justification et/ou détail de prix pour ouvrage non prévus par jour calendaires	X		
Retard dans la levée des réserves par jour calendaire	X		
Retard dans l'intervention au titre de la GPA par jour calendaire		X	
Retard dans la constitution du dossier DOE ou des documents d'exploitation sous la forme de dossiers provisoires ou du dossier DIUO ou du dossier de sécurité SSI : par jour calendaire de dépassement du délai imparti pour cette tâche et par plan d'étage			X

Couleur forcée sur plan destiné à la synthèse : par plan		X	
Chaque cas de non-respect de la décomposition en couches exigés pour plans : par plan	X		
Non-respect des règles fixées par la notice méthodologique pour la synthèse, par document	X		
Remise à la cellule de synthèse de plans sans coordination interne dans son lot		X	
Retard de production de documents bloquant ou susceptible de bloquer la synthèse			X
Non-respect de la codification des équipements et des documents demandés par codification ou document	X		

19.5 Exécution au frais et risque pour retard dans le nettoyage du chantier

Il pourra être appliqué une pénalité dont le montant est fixé dans le tableau ci-dessus par jour calendaire de retard à compter de l'ordre de nettoyage donné par le maître d'œuvre sans préjuger des pénalités pour les retards de travaux correspondants. Au-delà de deux (2) jours de retard, la prestation de nettoyage pourra être demandée, mais à la charge financière exclusive de l'entreprise mise en défaut par simple constat du maître d'œuvre et du maître d'ouvrage.

Le cadre financier définissant par avance, les tarifs (à l'heure ou forfait) des différentes missions de nettoyage qu'il pourra être amenée à réaliser, sera présenté par le lot gros œuvre dans le cadre du nettoyage prévu au compte pro rata. Ces tarifs seront appliqués au frais des entreprises responsables. Une copie de ce cadre financier sera portée à la connaissance de l'ensemble des entreprises.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit d'appliquer une retenue sur situation égale au montant de la prestation de nettoyage réalisée jusqu'à régularisation auprès du lot gros œuvre par l'entreprise mise en cause.

19.6 Exécution au frais et risque pour retard d'évacuation de fin de chantier

Des pénalités seront appliquées au titulaire qui n'aurait pas évacué ses installations ou ses matériels à la date fixée par le planning détaillé d'exécution. Elles seront calculées suivant le tableau figurant ci-dessus. Au-delà de quinze (15) jours et si le titulaire n'a pas effectué le repliement de son installation, le Maître d'ouvrage, sans mise en demeure préalable, fera assurer les enlèvements nécessaires par une entreprise de son choix, les frais correspondants étant entièrement supportés par l'entreprise défaillante.

19.7 Prime pour réception anticipées des ouvrages

Les dispositions de l'article 19.4 du CCAG-Travaux du 30 mars 2021 sont applicables.

ARTICLE 20 : RESILIATION

20.1 Généralités

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption avec ou par une autre société, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le pouvoir adjudicateur des documents énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG-Travaux du 30 mars 2021, complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

A défaut, le maître de l'ouvrage se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 46.3.1.h du CCAG-Travaux du 30 mars 2021.

Le marché peut être résilié de plein droit, au gré du maître d'ouvrage, ou en cas de groupement sur demande expresse du mandataire, pour la partie afférente à l'un des titulaires, et sans que celui-ci ou ses ayants droit puissent prétendre à une indemnité quelconque :

- En cas de décès du titulaire, sauf droit pour le maître d'ouvrage d'accepter, avec l'accord préalable du mandataire commun dans le cas d'un groupement d'entreprise, les offres des héritiers ou des successeurs de l'entreprise ;
- En cas de dissolution de l'entreprise si celle-ci est constituée en société ;
- En cas de redressement judiciaire ou de liquidation des biens sauf si dans le mois qui suit la mise en demeure, l'administrateur judiciaire décide de poursuivre l'exécution du marché (art. L. 621-28 du code de commerce) ;
- En cas d'incapacité, de fraude, de tromperie grave constatées par le maître d'œuvre sur la qualité des matériaux ou la qualité d'exécution des travaux ;
- En cas d'abandon de chantier, ou de réduction d'activité apportant des perturbations dans le déroulement normal du chantier, dûment constatées par le maître d'œuvre, si la reprise n'en est pas effectuée huit jours après réception d'une lettre recommandée valant mise en demeure par dérogation à l'article 48.1 du CCAG-Travaux. Ce délai peut être ramené à deux jours en cas d'urgence ;
- En cas de sous-traitance sans l'autorisation du maître d'ouvrage ;
- Dans tous les autres cas où le titulaire ne s'est pas conformé aux stipulations du marché (absence de mise en œuvre de la clause d'insertion sociale par exemple) et aux ordres écrits qui lui ont été donnés, si le titulaire n'exécute pas les travaux qui lui sont demandés dans le délai de huit jours à compter de la mise en demeure qui lui est signifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception par dérogation à l'article 48.1 du CCAG-Travaux. Ce délai peut être ramené à deux jours en cas d'urgence. Dans tous les cas, la résiliation est notifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

20.2 Résiliation pour non-obtention des autorisations administratives

Le contrat pourra être résilié de plein droit par le Maître d'ouvrage en cas de non-obtention ou de suspension des autorisations administratives permettant l'exécution de son programme dans les délais prévus au planning prévisionnel des travaux. La notification au titulaire se fera par une lettre recommandée avec accusé de réception ou courriel signifiant la suspension ou l'arrêt immédiat des travaux.

Lorsque, soit avant, soit après un commencement d'exécution, les travaux sont ajournés ou suspendus par une décision du Maître d'ouvrage, le titulaire ne pourra demander la résiliation de son Marché, sauf si une telle suspension dépasse une période de six (6) mois.

En cas de résiliation notifiée par le Maître d'ouvrage, le règlement des travaux réellement exécutés et constatés à la date d'arrêt des travaux sera effectué conformément au contrat. Les mesures conservatoires relatives au maintien en bon ordre du chantier arrêté pourront faire l'objet d'un avenant.

20.3 Résiliation aux torts et griefs du titulaire

Le contrat pourra être résilié de plein droit par le Maître d'ouvrage, sans aucune formalité judiciaire ou dénonciation, aux torts et griefs du titulaire. Dans les cas suivants, après une lettre recommandée avec accusé de réception, restée infructueuse pendant un délai de huit (8) jours calendaires :

- En cas d'abandon de chantier, non justifié par une cause spécifique de suspension stipulée aux présentes, de plus de deux (2) jours ouvrables ;
- En cas de non-respect des obligations mises à sa charge par les lois et décrets en vigueur et tous les règlements de police, de voirie ou autres ;
- En cas de non-respect des dispositions de la loi du 21 décembre 1991 et du décret du 11 juin 1992 relatif à la lutte contre le travail clandestin ;
- En cas de retard non justifié de plus de quinze (15) jours calendaires sur les dates mentionnées au planning. ; - Au cas où, après signature du marché ou délivrance de l'Ordre de Service de début des Travaux, il serait constaté que le titulaire ou l'un de ses sous-traitants n'est pas à jour en ce qui concerne ses cotisations sociales (Caisse des Congés Payés, URSSAF, impôts, taxes, assurances...) ;
- En cas de non-respect de l'une quelconque des clauses du contrat et notamment celles relatives à la sous-traitance ;
- Au cas où le titulaire ne se conformerait pas aux ordres qui lui seront donnés ou si elle n'entretenait pas sur le chantier un effectif en rapport avec l'importance des travaux.

Dans tous les cas de résiliations mentionnés au présent article, les stipulations suivantes seront appliquées :

- Une réunion contradictoire d'avancement des travaux est organisée par l'équipe de Maîtrise d'œuvre dans les huit (8) jours calendaires suivants la notification de la résiliation ;
- Le règlement des travaux réellement exécutés et constatés sera effectué conformément au contrat ;
- Les conséquences onéreuses résultant de la conclusion d'un nouveau marché avec une nouvelle entreprise pour la partie des travaux résiliée, sera à la charge du titulaire sans préjudice de tous recours qui pourront être exercés directement contre lui par toute autre entreprise. Si le marché concernant la partie des travaux résiliée était conclu à des conditions plus avantageuses que celles prévues au contrat, le bénéfice en resterait acquis au Maître d'ouvrage ;
- Les pénalités de retard seront décomptées jusqu'à la date de résiliation officielle du marché ;
- De plus, dans tous les cas de résiliation, le titulaire ne pourra se refuser à céder au Maître d'ouvrage, si la demande lui en est adressée, tout ou partie des matériaux, produits fabriqués pour l'exécution des travaux, ou en cours de fabrication, approvisionnés sur le chantier, en usine ou en magasin ;
- Le Maître d'ouvrage pourra demander au titulaire de laisser gratuitement à sa disposition et à celle du nouveau titulaire, le matériel et les installations de chantier. Dans tous les cas de résiliation, quelle qu'en soit la raison, le titulaire concédera au Maître d'ouvrage le droit et la possibilité d'utiliser les brevets ou procédés brevetés, si le marché en comporte l'emploi, pour l'achèvement des travaux, par quelque entreprise que ce soit et laissera à la disposition du Maître d'ouvrage ou du nouveau titulaire, tous les matériaux, plans, etc. Le titulaire sera tenu d'évacuer le chantier dans le délai fixé par le Maître d'ouvrage. A défaut par le titulaire d'y satisfaire, son expulsion sera ordonnée par simple ordonnance de référé de Monsieur le Président du Tribunal de Grande Instance de Paris, le tout sans préjudice de tous dommages, intérêts et autres pénalités de retard et indemnités.

20.4 Résiliation pour motif d'intérêt général

Par dérogation à l'article 46.4 du CCAG-Travaux du 30 mars 2021, en cas de résiliation du marché par le pouvoir adjudicateur pour motif d'intérêt général, le titulaire aura droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant initial hors taxes non révisé, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations reçues, un pourcentage de 1 %.

20.5 Résiliation d'un commun accord des parties

Les parties peuvent demander à résilier d'un commun accord le marché. Dans ce cas, elles conviennent de la date à laquelle il prend fin.

20.6 Conséquences de la résiliation

20.6.1 Titulaire, corps d'état séparés

Dans tous les cas de résiliation du marché, il est procédé par le maître d'œuvre, en présence du contrôleur technique et du titulaire ou de ses ayants droit présents ou dûment appelés, à la constatation des ouvrages exécutés et de leur qualité, à l'inventaire des matériaux approvisionnés ainsi qu'à l'inventaire descriptif du matériel et des installations de chantier du titulaire.

Ces opérations font l'objet d'un procès-verbal signé par les parties, visé par le maître d'œuvre et le contrôleur technique auquel sont annexés les attachements figurés et dessins d'exécution des ouvrages réalisés ainsi que leur évaluation. Un exemplaire du procès-verbal est notifié par le maître d'ouvrage à chacune des parties. Le titulaire ou ses ayants droit ne peuvent refuser de céder au maître d'ouvrage les ouvrages provisoires dont les dispositions ont été agréées par ce dernier et le matériel construit spécialement pour le chantier en cause et qui ne serait pas susceptible d'être employé sur d'autres chantiers, ainsi que les matériaux approvisionnés pour l'exécution des ouvrages ordonnés et qui seraient propriété du titulaire. La cession est faite aux prix convenus au marché ou à défaut à ceux fixés à dire d'expert.

Le titulaire défaillant est tenu d'évacuer du chantier et de ses annexes (hangars, magasins, bureaux...) les matériaux, matériels et fournitures dont la cession n'est pas demandée par le maître d'ouvrage, dans un délai d'un mois à compter de la date de la lettre de résiliation, sauf cas d'urgence. Faute par le titulaire d'avoir évacué le chantier dans ce délai, le maître d'ouvrage est autorisé à faire procéder à cette évacuation aux frais, risques et périls du titulaire défaillant. Il doit fournir sans délai le détail des primes d'assurances qu'il a payées au titre des ouvrages qu'il a réalisés. Le maître d'ouvrage peut alors passer un nouveau marché aux frais et risques du titulaire défaillant.

Les excédents de dépenses seront à la charge du titulaire et prélevés sur les sommes qui peuvent lui être dues, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Si le nouveau marché entraîne au contraire une diminution des dépenses, le bénéfice en résultant est entièrement acquis au maître d'ouvrage.

20.6.2 Groupement d'entreprises

La résiliation concerne un cotraitant autre que le mandataire

Dans un délai maximal de quinze jours à compter de la réception de la notification de la résiliation, le mandataire fait connaître au maître d'ouvrage les mesures prises pour faire face à la situation créée par la défaillance de son cotraitant et présente un nouveau titulaire qualifié et présentant des garanties suffisantes pour poursuivre les travaux. Le maître d'ouvrage peut s'il agrée, contracter avec le nouveau titulaire par l'intermédiaire du mandataire pour les travaux restant à effectuer.

Si aucune entreprise n'est proposée dans le délai précité, ou si des motifs valables s'opposent à l'agrément du titulaire, le maître d'ouvrage peut, après avis du maître d'œuvre, traiter avec toute entreprise de son choix, et aux conditions de son choix. Toutefois, lesdites conditions sont portées à la connaissance du mandataire et priorité est réservée, s'il présente à l'agrément du maître d'ouvrage, dans un délai de 5 (cinq) jours ouvrables, une entreprise offrant des conditions au moins équivalentes.

Une nouvelle entreprise devient de plein droit membre du groupement avec toutes les conséquences qui en résultent.

20.6.3 La résiliation concerne le mandataire

Si la partie du marché concernant directement le mandataire est résiliée, un des autres membres du groupement peut être substitué dans l'exécution des prestations qui lui sont attribuées dans l'acte d'engagement si les autres membres du groupement l'acceptent expressément. Un nouveau mandataire est alors désigné. Faute d'accord, un nouveau marché doit être passé.

20.7 Exécution du marché aux frais et risques du titulaire

En cas d'inexécution par le titulaire de ses engagements contractuels, le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des travaux prévus par le marché, aux frais et risques du titulaire. L'exécution aux frais et risques du titulaire intervient soit en cas de mauvaise exécution, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard.

Le titulaire du marché n'est pas admis à prendre part, ni directement, ni indirectement, à l'exécution des travaux effectués à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché initial et qui peuvent être nécessaires à l'exécution de ce marché par le tiers désigné par le pouvoir adjudicateur.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des travaux aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas. Des frais administratifs sont facturés dans tous les cas au titulaire défaillant, soit 10% du montant des travaux concernés par l'exécution des frais et risques avec un minimum de perception de 100 € HT (cent euros HT).

ARTICLE 21 : LITIGES ET DIFFERENDS

Le marché est soumis aux dispositions du droit français.

En cas de litige, le règlement amiable est recherché en premier lieu. Tout différend, survenant à l'occasion de l'exécution du marché, est soumis par le titulaire au maître d'ouvrage sous pli recommandé avec accusé de réception. Ce dernier doit répondre dans un délai de vingt (20) jours calendaires.

À défaut de règlement amiable, les éventuels litiges sont régis exclusivement par les lois et règlements français. Le droit applicable est le droit français. Le tribunal compétent est :

Tribunal Administratif de Paris
7 rue de Jouy 75181 Paris Cedex 04
Tél : 01.44.59.44.00 – Fax : 01.44.59.46.46

ARTICLE 22 : DEROGATIONS AU CCAG-TRAVAUX

Intitulé de l'article	CCAP	CCAG-Travaux
Pièces contractuelles	3.1	4.1
Disposition applicable à la réception	10.1.7	41.1.2 et 41.1.3
Pénalités	19	19
Pénalités de retard d'exécution des prestations	19.2	19.1.2
Résiliation – Généralités	20.1	48.1
Résiliation pour motif d'intérêt général	20.4	46.4